

**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AMERIQUE LATINE  
ET LES CARAIBES – CEPALC**



Distr.  
GENERALE

LC/G.2006(SES.27/10)  
25 mars 1998

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

Vingt-septième session  
Oranjestad, Aruba, 11-16 mai 1998

**PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL DU SYSTEME DE LA CEPALC,  
2000-2001**



## TABLE DES MATIERES

	<i>Page</i>
INTRODUCTION .....	1
SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION INTERNATIONALE, COMPETITIVITE ET SPECIALISATION PRODUCTIVE .....	5
SOUS-PROGRAMME 2: INTEGRATION, REGIONALISME OUVERT ET COOPERATION REGIONALE.....	12
SOUS-PROGRAMME 3: DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES .....	18
SOUS-PROGRAMME 4: POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT .....	26
SOUS-PROGRAMME 5: DEVELOPPEMENT SOCIAL ET EQUITE.....	34
SOUS-PROGRAMME 6: PRISE EN COMPTE DES CRITERES DE SEXOSPECIFICITE DANS LES PRINCIPAUX DOMAINES DU DEVELOPPEMENT REGIONAL .....	39
SOUS-PROGRAMME 7: POPULATION ET DEVELOPPEMENT .....	43
SOUS-PROGRAMME 8: LA PERENNITE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES .....	49
SOUS-PROGRAMME 9: GESTION STRATEGIQUE ET REFORME DE L'ETAT.....	58
SOUS-PROGRAMME 10: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES.....	65
SOUS-PROGRAMME 11: ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE.....	73
SOUS-PROGRAMME 12: ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES .....	83
Annexe: TYPES D'ACTIVITES .....	95

## ACRONYMES

ALADI	Association latino-américaine d'intégration
ALAF	Association latino-américaine des chemins de fer
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BDC	Banque de développement des Caraïbes
BID	Banque interaméricaine de développement
BLADEX	Banque latino-américaine d'exportation
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes
CELADE	Centre latino-américain de démographie
CLADES	Centre latino-américain de documentation économique et sociale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
ILPES	Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des Etats américains
OIT	Organisation internationale du travail
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OLAMI	Organisation latino-américaine des mines
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SAD	Société andine de développement
SELA	Système économique latino-américain
SIECA	Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale
UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques

## INTRODUCTION

Le Secrétariat de la CEPALC a soumis à l'examen des Etats membres de la Commission le projet de programme de travail du système de la CEPALC pour la période biennale 2000-2001. Ce programme de travail marque l'entrée de l'Amérique latine et des Caraïbes et de la CEPALC au vingt-et-unième siècle. Il s'inscrit également dans le cadre du plan à moyen terme 1998-2001 adopté par les Nations Unies à l'occasion de la cinquantième session de l'Assemblée générale.

Trois grands facteurs ont été pris en considération dans l'élaboration de cette proposition, à savoir: en premier lieu, la situation et l'évolution des économies de la région durant cette partie de la décennie et les priorités qui en découlent en termes de développement régional; en deuxième lieu, les problèmes émergents à l'échelon mondial qui exigent des efforts d'adaptation de la part des pays d'Amérique latine et des Caraïbes; et, en troisième lieu, les multiples contraintes imposées par la réforme des Nations Unies, lesquelles se traduisent, entre autres, par le besoin d'appliquer des critères plus rigoureux de sélectivité dans l'élaboration du programme de travail.

En ce qui concerne le premier aspect, on peut observer, au cours des dix dernières années, que s'est accentué le tournant stratégique amorcé en Amérique latine et dans les Caraïbes dont le développement, naguère orienté vers les marchés intérieurs, est désormais axé sur les exportations et l'économie, autrefois dominée par l'intervention publique, met aujourd'hui l'accent sur les signaux du marché, sans toutefois renoncer à une politique publique propre à stimuler le développement. A l'aube de ce nouveau millénaire, il est raisonnable de penser que la première phase des réformes qui accompagnent cette stratégie sera conclue et que les pays chercheront à la perfectionner et à l'adapter aux aléas conjoncturels.

A cet égard, il faut noter l'émergence de certains défis structurels qui pourraient sembler inquiétants. Le plus évident concerne l'incapacité apparente des économies de la région à créer les emplois suffisants pour absorber toute la population économiquement active. Cette situation est également en rapport avec la pauvreté et la possibilité de l'atténuer, le chômage visible et le sous-emploi étant les principales sources de pauvreté dans la région.

Tout un éventail de mesures se présente dans ce domaine, notamment: i) l'application du progrès technique aux entreprises productives, notamment les PME; ii) la mise au point de technologies écologiquement rationnelles en vue de l'exploitation des ressources naturelles de la région; iii) la promotion de l'épargne intérieure et son acheminement vers les investissements productifs; iv) la mise sur pied d'un contexte institutionnel propice à l'investissement, à la croissance et à la gouvernabilité; v) l'investissement en ressources humaines moyennant l'amélioration de la qualité des systèmes d'éducation et de santé; vi) l'appui aux couches les plus défavorisées par le truchement des dépenses publiques et une approche plus participative du processus de prise de décisions, et vii) le renforcement des institutions qui constituent les piliers de systèmes politiques pluralistes et participatifs. Toutes ces

mesures posent des problèmes d'ordre conceptuel et pratique qui doivent être reflétés dans le programme de travail de la CEPALC.

Une autre série de mesures qui doivent être présentes dans le programme de travail de la CEPALC concerne les tendances mondiales et leurs effets éventuels sur le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes. On peut supposer que la tendance croissante à la mondialisation va se poursuivre, du moins en ce qui a trait aux courants commerciaux, la plupart des services, l'information et les finances. Cependant, l'accès aux technologies ne sera pas illimité: au contraire, la tendance à la protection des droits de propriété industrielle va s'étendre à toute la planète. La libéralisation des déplacements de la main-d'oeuvre d'un pays à l'autre reste peu probable; en fait, les migrations internationales pourraient même se transformer en une source de conflits entre les pays développés et en développement. C'est pourquoi la CEPALC continuera d'accorder la priorité à la collaboration qu'elle prête aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin de tirer parti des possibilités offertes par la mondialisation et d'en atténuer les éventuelles conséquences néfastes.

Cet ensemble de mesures est organisé en 12 sous-programmes. Chaque sous-programme consiste en une brève introduction, suivie d'une description des sphères thématiques dont il est composé et d'une liste détaillée des activités à réaliser et des produits qui en découleront. Certains sous-programmes prévoient également des activités dont la réalisation dépendra de l'obtention de fonds extra-budgétaires et qui sont mentionnées à la fin de la description de la sphère thématique pertinente.

En l'occurrence, les sous-programmes ont été regroupés de façon à ce que les activités de la CEPALC dans le domaine économique soient abordées dans les quatre premiers (sous-programmes 1 à 4); viennent ensuite les activités menées dans le domaine du développement social (sous-programmes 5 à 7), les programmes consacrés à l'environnement, à l'administration stratégique et à la réforme de l'Etat ainsi que le sous-programme des statistiques et des projections économiques et, finalement, les sous-programmes régionaux de l'Amérique centrale et des Caraïbes.

Il faut faire remarquer que cette structure varie par rapport aux projets présentés aux sessions antérieures de la Commission, les activités relatives au critère de sexospécificité faisant cette fois l'objet d'un sous-programme spécifique (sous-programme 6). Le Secrétariat tente ainsi de répondre à une tendance émergente parmi les gouvernements de la région à traiter le thème de l'égalité entre les sexes d'une façon novatrice. Cette nouvelle approche se traduit par l'incorporation des critères sexospécifiques aux principaux courants de l'activité nationale (gender mainstreaming), ce qui aura certainement des répercussions à l'échelon sous-régional et régional. Le Secrétariat cherche à participer de cette nouvelle approche à deux niveaux: à l'intérieur de la CEPALC moyennant le plan de travail et à l'extérieur par le biais des activités de coopération technique.

Finalement, les nouvelles contraintes financières imposées à l'action des Nations Unies, ainsi qu'une justification des comptes plus rigoureuse exigent à la CEPALC une attitude plus stricte encore quant à la sélection des activités à mener et l'obligent à se concentrer dans les domaines où les avantages comparatifs dont elle dispose peuvent lui permettre de collaborer plus efficacement avec les gouvernements de ses Etats membres. A cet égard, l'un des objectifs de ce programme de travail est de préciser plus finement l'identité institutionnelle de la CEPALC en tant que seule institution régionale qui se consacre de façon systématique à l'étude des questions qui influent sur le développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'une perspective régionale et qui conjugue ses travaux analytiques avec des services opérationnels dans les domaines de l'information spécialisée, des services consultatifs, de la formation et de l'appui à la coopération régionale et internationale.

La Commission a décidé d'introduire un nouveau concept de gestion qui pourrait s'avérer une expérience utile pouvant être appliquée par la suite à d'autres niveaux du système des Nations Unies et visant à faire un usage optimum des ressources mises à la disposition du Secrétariat pour parvenir à des résultats de fond. Cette nouvelle approche est fondée sur un concept bien défini: une justification plus rigoureuse des dépenses en échange d'un transfert de pouvoirs élargis et d'une plus grande souplesse dans le cadre des normes établies. Dans le cadre de ce type de gestion, la CEPALC jouira d'attributions plus vastes sur le plan des études et des services consultatifs d'ordre économique dans la région et tirera le meilleur parti possible des ressources qui lui seront allouées. Une telle approche a pour but de mener à bien, d'une manière plus efficiente et efficace, un programme de travail qui réponde aux besoins des bénéficiaires ultimes des travaux de l'Organisation, à savoir ses Etats membres.



## **SOUS-PROGRAMME 1: INSERTION INTERNATIONALE, COMPETITIVITE ET SPECIALISATION PRODUCTIVE**

### Présentation

Depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la portée et la complexité des problèmes de politique commerciale ont considérablement augmenté et les frontières entre la politique commerciale et les politiques nationales d'investissement et de développement sont devenues beaucoup plus floues. En outre, l'OMC a remplacé les séries de négociations multilatérales tenues périodiquement par des mécanismes internes permettant la conclusion d'accords de façon systématique et permanente. La mise en oeuvre de l'Acte final adopté à Marrakech implique l'application des engagements contractés à l'issue de la série de négociations de l'Uruguay, selon lesquels de nouvelles négociations devraient être engagées à la fin du siècle, notamment dans le domaine des services et des produits agricoles, conformément à un calendrier établi au préalable. La Conférence ministérielle peut convenir d'ajouter d'autres points à l'ordre du jour. Les pays devront donc posséder une préparation technique et politique adéquate leur permettant d'identifier et de promouvoir leurs intérêts lors de ces négociations.

Le panorama économique et commercial international est caractérisé par des relations multiples entre pays possédant des niveaux différents de développement économique et social. Le principal courant se situe entre le Nord et le Sud mais les relations Sud-Sud font preuve d'un dynamisme croissant au sein des régions en développement et entre ces dernières. Par conséquent, les maigres ressources dont disposent les pays de la région pour l'analyse de ces problèmes continueront d'être très sollicitées, en particulier si cette analyse doit englober les niveaux bilatéraux, sous-régionaux et hémisphériques où va se situer une telle négociation.

D'une manière générale, ce sous-programme a pour objet de fournir aux Etats membres une information analytique et des études empiriques sur les principales tendances de l'économie mondiale, ainsi que les enjeux et les opportunités que ces dernières représentent pour l'insertion internationale des économies des pays; de réaliser des études comparatives des expériences de développement à vocation exportatrice, au sein et hors de la région, afin d'analyser les variables qui influent sur la capacité d'entraînement des exportations sur les autres secteurs de l'économie et de formuler des recommandations de politique, et contribuer à l'analyse des politiques commerciales et de l'évolution du cadre réglementaire du commerce international afin de tirer le meilleur parti possible du champ d'action disponible et de renforcer la capacité de négociation de la région.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001, dont l'application relève essentiellement de la Division du commerce international, des transports et du financement, comprend sept sphères thématiques. Les six premières concernent les activités liées à l'étude des tendances globales de l'économie internationale et des politiques commerciales de l'Amérique latine et des Caraïbes; la mondialisation et l'évolution du panorama international; les politiques commerciales nationales et les normes qui régissent le commerce international; certaines questions spécifiques associées aux changements subis par la structure de la concurrence internationale; les effets de l'insertion internationale de la région en termes de distribution, et les modèles de spécialisation commerciale.

La septième et dernière sphère thématique comprend les activités menées dans le domaine du transport international et de la compétitivité des exportations.

## 1. Activités

Sphère thématique 1.1: Etude des tendances globales de l'économie internationale et des politiques commerciales de l'Amérique latine et des Caraïbes

### Publications périodiques

- i) Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe, edición 2000
- ii) Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe, edición 2001

Cette publication est élaborée chaque année et a essentiellement pour but d'effectuer le suivi des caractéristiques que présente l'insertion des pays de la région au sein de l'économie internationale, des instruments de politique commerciale pouvant être mis en oeuvre pour améliorer cette insertion dans le cadre des engagements multilatéraux et régionaux, ainsi que des facteurs qui interviennent dans la demande sur les marchés des pays industrialisés et sur ceux des pays en développement et des grandes sociétés transnationales. Cette étude aborde principalement quatre volets: i) l'économie internationale, où sont analysées les tendances à court terme et les transformations structurelles de l'économie internationale ayant une incidence sur les opportunités commerciales et d'investissement au sein de la région; ii) le commerce et la politique commerciale de l'Amérique latine et des Caraïbes, où sont passés en revue les principaux événements qui sont intervenus dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes durant l'année précédente et la première partie de l'année en cours, moyennant des rapports par pays; iii) le processus d'intégration régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes, où est étudiée l'évolution de l'intégration régionale et sous-régionale au cours de la même période, moyennant des rapports pour chaque sous-groupe régional, et iv) problèmes choisis de commerce et de politique commerciale.

Sphère thématique 1.2: Mondialisation et évolution du panorama international

- a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts chargés d'examiner les tendances en matière de mondialisation des marchés et leur incidence sur l'intégration des économies de la région.

- b) Publications

- i) Deux études sur l'évolution récente de la structure et des principaux courants du commerce international; le financement extérieur et l'investissement étranger direct; les tendances de croissance des principaux marchés vers lesquels sont dirigées les exportations régionales; le processus d'insertion dynamique des différents pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et de la région prise dans son ensemble au sein de l'économie mondiale (une par année de la période biennale).

ii) Deux notes annuelles d'information sur l'économie des Etats-Unis d'Amérique (en anglais seulement).

iii) Deux notes annuelles d'information sur l'économie du Canada (en anglais seulement).

iv) Deux notes annuelles d'information sur l'économie de Porto Rico.

c) Matériels et services d'information

CEPAL News (24 numéros), publication mensuelle, en anglais seulement, du Bureau de la CEPALC à Washington.

d) Activités intermédiaires

i) Diffusion des documents de la CEPALC, par le truchement du Bureau de la CEPALC à Washington.

ii) Recueil, analyse et transmission de l'information du Bureau de la CEPALC à Washington au siège, aux bureaux sous-régionaux et bureaux de la CEPALC.

La réalisation des activités visées aux points b)ii) a)iv), c) et d) sera confiée au Bureau de la CEPALC à Washington.

Sphère thématique 1.3: Les politiques commerciales nationales et les normes qui régissent le commerce international

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Une réunion d'experts chargés d'examiner les tendances du système de normes multilatérales régissant le commerce, les politiques nationales en matière de commerce et le processus de développement économique.

b) Publications

i) Deux études, une par année de la période biennale, passant en revue les principaux événements qui ont marqué l'évolution de l'Organisation mondiale du commerce et des politiques commerciales des principaux pays industrialisés.

ii) Deux études sur les modifications de la législation, des politiques et des institutions liées au commerce international des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que leurs répercussions sur l'intégration économique.

iii) Une étude comparative des expériences spécifiques relatives aux mesures d'encouragement des exportations dans certains pays de la région par rapport au cas du Brésil.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne les politiques commerciales, les normes multilatérales qui régissent le commerce et leurs rapports avec les politiques de transformation du processus de production.

La réalisation de l'activité mentionnée au point b)iii) sera confiée au Bureau de la CEPALC à Brasilia.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 1.4: Questions spécifiques liées aux modifications de la structure de la concurrence internationalePublications

i) Une étude sur les modifications du modèle de concurrence internationale sur les marchés présentant un intérêt pour la région.

ii) Une étude sur les nouveaux marchés qui s'ouvrent aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

iii) Une étude sur les économies en développement de l'Asie et du Pacifique et leurs rapports avec les économies de la région.

iv) Une étude sur les économies en phase de transition, en particulier sur les changements qu'implique leur intégration internationale et leurs répercussions sur les économies de la région.

v) Une étude sur l'effet de la concurrence internationale sur la mise au point des politiques commerciales au Brésil.

La réalisation de l'activité mentionnée au point v) sera confiée au Bureau de la CEPALC à Brasilia.

Sphère thématique 1.5: Les effets de l'insertion internationale de l'Amérique latine et des Caraïbes en termes de distributiona) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Une réunion d'experts chargés d'examiner les conséquences de la libéralisation et de la mondialisation, en particulier pour les groupes sociaux les plus vulnérables, et de formuler des politiques dans ce domaine.

b) Publications

Une étude sur les conséquences de la libéralisation et de la mondialisation sur la production et sur l'emploi, en particulier pour certains groupes sociaux vulnérables, dont les femmes, dans plusieurs pays de la région à déterminer.

Sphère thématique 1.6: Modèles de spécialisation commerciale

Publications

i) Deux études sur les caractéristiques du secteur des services dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

ii) Deux études sur le dynamisme et la structure du commerce international de la région par groupes homogènes, par produits et par opérateurs principaux.

Sphère thématique 1.7: Le transport international et la compétitivité

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Deux réunions d'experts, à l'échelon sous-régional, chargés d'examiner la situation du transport maritime en Amérique latine et dans les Caraïbes.

b) Publications périodiques

Boletín FAL, publication bimestrielle sur la facilitation du commerce et des transports en Amérique latine et dans les Caraïbes.

c) Autres publications

i) Deux annuaires du transport maritime en Amérique latine et dans les Caraïbes.

ii) Une étude sur les coûts du transport maritime régional visant notamment à identifier et à analyser les facteurs susceptibles de conduire à une réduction de ces coûts.

iii) Une étude visant à la formulation d'une politique portuaire et de transport maritime.

d) Matériel technique

Elaboration d'un bulletin statistique sur le transport et les volumes d'échanges commerciaux des pays de la région.

e) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne le transport international maritime et multimodal.

f) Activités intermédiaires

Assistance aux organismes intergouvernementaux de type régional et sous-régional en ce qui concerne le transport international maritime et multimodal.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au point d) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées, en majeure partie, moyennant l'échange de données d'information et la réalisation de consultations techniques avec la CNUCED, l'OMC, le SELA, la BID et l'OEA.

D'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales seront en outre consultées régulièrement en fonction de la sphère thématique et du caractère des activités menées.

Pour ce qui a trait à la mondialisation et à l'évolution du panorama international, on consultera périodiquement les responsables des activités correspondantes au siège des Nations Unies à New York, de la CNUCED et du SELA, ainsi que les groupes de pays latino-américains et des Caraïbes (GRULAC) à New York, Genève et Bruxelles.

En ce qui concerne les politiques commerciales et la promotion des exportations, des consultations seront effectuées périodiquement auprès de l'ALADI, de la Banque latino-américaine d'exportation (BLADDEX), de la Société andine de développement (SAD), de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et de la Banque de développement des Caraïbes (BDC).

Pour les études comparatives entre l'Amérique latine et les économies des pays asiatiques, des consultations périodiques seront effectuées auprès de la commission économique régionale des Nations Unies pertinente, à savoir la CESAP.

Dans le domaine du transport international et de la compétitivité, les travaux seront menés en étroite coopération avec l'ALADI, la CARICOM, l'Association de transport maritime des Caraïbes, la COCATRAM, le JUNAC, le Mercosur, le SIECA et le SELA, ainsi qu'avec la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud et la Réunion des directeurs nationaux des douanes de l'Amérique latine, de l'Espagne et du Portugal, et avec la Banque mondiale et la BID.

### 3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils sont responsables de la formulation, de l'application et de la gestion de stratégies et de politiques de commerce extérieur et de négociation commerciale internationale, ainsi que certaines institutions du secteur privé, telles que les associations de producteurs et d'exportateurs, les chambres de commerce et d'autres organismes de développement dans le domaine en question. Certains produits s'adressent également aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux concernés par le transport international.

Les produits de ce sous-programme seront également utilisés par les organismes régionaux et sous-régionaux, les établissements universitaires, les centres de recherche et d'autres entités concernées par la coopération technique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture du matériel et des services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

## **SOUS-PROGRAMME 2: INTEGRATION, REGIONALISME OUVERT ET COOPERATION REGIONALE**

### Présentation

L'Amérique latine et les Caraïbes doivent relever le défi d'harmoniser le processus de mondialisation économique et les accords régionaux d'intégration dans le cadre d'une pléthore d'engagements souscrits par de nombreux pays de la région aux niveaux bilatéral, plurilatéral, régional, sous-régional et hémisphérique avec, comme paramètre de référence, les normes multilatérales arrêtées au sein de l'OMC.

Dans le processus d'intégration de la région, on observe la présence simultanée d'accords à portée limitée visant essentiellement à libéraliser les marchés de biens marchands, des services et des facteurs et d'accords d'intégration de type multiple qui se trouvent déjà au stade de création d'unions douanières et visent à mettre sur pied des marchés communs et des unions économiques, ainsi qu'à formuler des politiques coordonnées, harmonieuses, voire communes.

Dans le même temps, les négociations devant conduire à la création d'une zone de libre-échange hémisphérique à l'horizon 2005 devraient entraîner de profonds changements dans les domaines présentant un intérêt prioritaire en matière d'intégration et de coopération régionales. Dans l'ensemble, les pays estiment que la Zone de libre-échange des Amériques peut parfaitement coexister avec des accords bilatéraux et sous-régionaux, dans la mesure où les droits et les obligations respectifs ne sont pas couverts dans la Zone de libre-échange et n'en dépassent pas les dispositions. Par conséquent, les unions douanières et les accords d'intégration ayant atteint des stades plus avancés sur le plan des engagements économiques et politiques resteraient en vigueur.

Ce sous-programme a pour but de fournir une assistance technique aux gouvernements et d'assurer un suivi en matière d'intégration économique et de coopération entre les pays de la région. Il vise surtout à contribuer à l'étude des problèmes conceptuels et pratiques auxquels vont se heurter les pays de la région à mesure que progresse la mise en oeuvre des engagements actuels et futurs en matière d'intégration.

Afin de parvenir à cet objectif de base, outre les aspects réglementaires et institutionnels de l'intégration régionale, ce sous-programme prétend réaliser des études évaluant les engagements hémisphériques tels que la Zone de libre-échange des Amériques dans le cadre de l'intégration en Amérique latine, en particulier dans certains domaines tels que les accords de libéralisation du commerce et des investissements; l'harmonisation des politiques de protection de l'environnement; les droits de propriété intellectuelle et les politiques de concurrence et d'achats publics. Ces études d'impact aborderont les aspects productif et social et devront, en conséquence, être réalisées en étroite collaboration avec les divisions pertinentes.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001 comprend cinq sphères thématiques dont la réalisation sera confiée à la Division du commerce international, des transports et du financement. Les trois premières couvrent les activités liées à l'évolution et aux perspectives du processus d'intégration dans la région, notamment en ce qui concerne les aspects économiques, réglementaires et institutionnels nécessaires à la convergence future des différents accords; l'impact de l'intégration hémisphérique sur l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, et le processus

d'internationalisation des entreprises latino-américaines, en particulier de petite taille. On prévoit en outre de poursuivre les activités de soutien du processus d'intégration hémisphérique.

Finalement, les deux autres sphères thématiques concernent le développement d'une infrastructure de transport adéquate pour le processus d'intégration, notamment du point de vue de l'infrastructure et des services de transport régional, ainsi que du transport urbain.

## 1. Activités

### Sphère thématique 2.1: Convergence du processus d'intégration: aspects économiques, réglementaires et institutionnels

#### a) Publications périodiques

La situation de l'intégration régionale et sous-régionale en Amérique latine; chapitre de la publication annuelle Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe (deux numéros par période biennale). Ce chapitre traite de: i) l'évolution du commerce et de l'investissement dans la région; ii) la nature du commerce; iii) l'internationalisation des sociétés latino-américaines et des Caraïbes; iv) la convergence des normes régionales, et v) la convergence des politiques de réglementation sociale.

#### b) Autres publications

i) Deux études sur l'évolution et les perspectives du processus d'intégration dans le cadre des accords sous-régionaux en Amérique du Sud.

ii) Une étude sur les répercussions commerciales associées à la formation du Mercosur dans le contexte du processus de négociations visant à la création de la Zone de libre-échange des Amériques.

#### c) Activités opérationnelles

##### Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en ce qui concerne l'évolution et les perspectives du processus d'intégration régionale.

ii) Prestation de services de coopération technique aux organismes gouvernementaux brésiliens qui en feront la demande en ce qui concerne l'évolution, l'analyse comparative et les perspectives du processus d'intégration régionale.

L'activité mentionnée au point b)ii) sera réalisée avec la collaboration des bureaux de la CEPALC à Montevideo, Brasilia, Buenos Aires et celle mentionnée au point c)ii) par le bureau de la CEPALC à Brasilia.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 2.2: L'incidence de l'intégration hémisphérique sur l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts chargés d'examiner les rapports entre l'intégration hémisphérique et l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

b) Publications

i) Une étude sur les engagements de libéralisation du commerce des marchandises et des services à l'échelon hémisphérique et leur incidence sur l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

ii) Une étude sur l'harmonisation des politiques, des législations et des institutions à l'échelon hémisphérique et son incidence sur l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

iii) Une étude sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain aux Etats-Unis.

iv) Une étude sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain au Canada.

v) Un rapport annuel sur les barrières imposées par les Etats-Unis d'Amérique aux exportations en provenance de l'Amérique latine et des Caraïbes.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en ce qui concerne l'incidence de l'intégration hémisphérique sur l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes.

d) Activités intermédiaires

Appui au processus d'intégration hémisphérique et coordination des activités de la CEPALC dans ce domaine. A l'issue du Sommet des Amériques, tenu à Miami (Etats-Unis) en décembre 1994, les chefs d'Etat et de gouvernement sont notamment convenus de créer la "Zone de libre-échange des Amériques", à l'horizon 2005. Ils ont également demandé à l'OEA, à la BID et à la CEPALC d'assister les gouvernements dans la réalisation de ces engagements. Conformément à ce mandat, les trois institutions ont mené, au sein d'un Comité tripartite composé de l'OEA, de la BID et de la CEPALC, diverses activités conjointes qui se poursuivront certainement au cours de la période biennale comprise dans ce programme.

La réalisation des activités visées aux points b)iii) et d) sera confiée au Bureau de la CEPALC à Washington.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 2.3: Les investissements au sein de la région: l'internationalisation des entreprises latino-américaines

Publications

Une étude sur la création d'échanges commerciaux de la part de sociétés de petite taille d'Amérique latine et des Caraïbes dans le cadre des mécanismes d'intégration aux échelons régional et sous-régional.

Sphère thématique 2.4: Infrastructure et services de transport régional

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

i) Une réunion d'experts chargés d'identifier et d'étudier les conditions nécessaires au maintien d'un équilibre concurrentiel entre le transport routier et le transport ferroviaire.

ii) Une réunion d'experts chargés d'examiner les répercussions économiques et sociales de la mise sur pied des systèmes de concessions pour l'exploitation de services et la gestion de l'infrastructure dans le secteur des transports.

b) Publications

i) Une étude sur l'interaction, la complémentarité et la distribution du trafic entre les différents modes de transport dans le contexte de la nouvelle division des rôles entre le secteur public et le secteur privé.

ii) Une étude évaluant les conséquences socio-économiques du processus de concession des activités dans le secteur des transports.

iii) Une étude sur la situation actuelle et les perspectives d'évolution des technologies de l'information dans le secteur des transports.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en ce qui concerne l'infrastructure et le transport terrestre, ainsi que les services d'appui au transport.

d) Activités intermédiaires

Assistance aux organismes intergouvernementaux de type régional et sous-régional en matière d'infrastructure et de transport terrestre régional et des services d'appui au transport et au commerce.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au point a)ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 2.5: Transport urbain et interurbaina) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Une réunion d'experts chargés d'étudier les rapports entre le développement de systèmes de transport urbain et de planification spatiale, compte tenu plus particulièrement des facteurs de pérennité à long et à moyen terme.

b) Publications

Une étude sur les conséquences des différentes options de développement du transport urbain sur l'utilisation des ressources et sur les conditions de vie de la population.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en ce qui concerne le transport urbain et interurbain.

d) Activités intermédiaires

Assistance aux organismes intergouvernementaux de type régional et sous-régional en matière de transport urbain et interurbain.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées avec le concours du SELA, de la BID et de l'OEA, des secrétariats des différents mécanismes d'intégration existant dans la région et les organismes gouvernementaux et privés concernés par le thème de l'intégration. Divers accords de coopération ont été passés avec les secrétariats des mécanismes traditionnels d'intégration et on cherchera à établir des liens organiques avec les organismes responsables des nouveaux accords.

Les activités en matière d'infrastructure et de services de transport régional et de transport urbain et interurbain seront menées à bien en étroite collaboration avec l'ALADI, l'ALAF et la Conférence des ministres des transports, des communications et des travaux publics d'Amérique du Sud.

### 3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils sont directement concernés par la question de l'intégration et de la coopération régionales, et, pour certains produits, par le transport régional.

Les produits de ce sous-programme seront également utilisés par les organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération, les établissements universitaires, les centres de recherche et d'autres entités du secteur privé, telles que les associations de producteurs, les chambres de commerce et les organisations syndicales, professionnelles et techniques concernées par les thèmes en question.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la prestation de services de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

### **SOUS-PROGRAMME 3:       DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION, DE LA TECHNOLOGIE ET DES ENTREPRISES**

#### Présentation

Dans les années 90, des transformations économiques sans précédent depuis la crise des années 30 sont intervenues dans la région. La plupart des pays ont en effet délaissé une stratégie de développement axée sur les marchés intérieurs et caractérisée par une forte intervention du secteur public au profit d'un type de développement à vocation exportatrice fondé sur l'insertion internationale, une déréglementation des marchés, la liberté des prix où le rôle principal est joué par le secteur privé. Tout autorise à penser qu'à l'aube de ce nouveau millénaire, le processus de stabilisation et de restructuration des économies se sera consolidé, du moins dans cette première phase de réformes qui s'est traduite par une profonde réorientation stratégique et macro-économique.

On peut cependant observer en cette fin de décennie que, malgré les bons résultats obtenus notamment en termes de contrôle de l'inflation et d'essor des exportations, le taux moyen de croissance reste relativement faible et la situation en matière de répartition n'a pas évolué et a même empiré par rapport au début de la décennie.

Pour activer la croissance et récolter les fruits d'un long et pénible processus d'ajustement structurel, il faudra mettre en oeuvre dans la région une nouvelle phase de réformes d'ordre politique, en particulier sur les plans micro-économique et méso-économique, afin de parachever la modernisation du processus de production aux niveaux des installations, des secteurs et des opérateurs de façon à engendrer un gain substantiel de compétitivité.

En ce sens, l'un des principaux objectifs de ce sous-programme consiste à aider les pays à mettre au point les politiques pertinentes susceptibles de favoriser une accélération de la croissance économique, à l'instar des pays qui sont parvenus à une industrialisation tardive.

Pour ce faire, on attachera une importance particulière à l'analyse comparative des expériences des économies émergentes, en particulier des pays de l'Asie du Sud-Est. De plus, compte tenu du fait que, d'ici le début du nouveau millénaire, la plupart des pays de la région auront contracté des accords d'intégration multiples et variés, on mettra l'accent sur l'élaboration de politiques de compétitivité s'inscrivant dans le contexte d'une stratégie de régionalisme ouvert.

Pour combler le fossé qui sépare la région des pays développés en matière de productivité, il est essentiel d'améliorer la compétitivité non seulement par le biais d'une intégration plus étroite et d'une bonne politique macro-économique, mais aussi moyennant l'application de mesures systématiques dans trois domaines: une politique micro-économique propre à améliorer l'efficacité au sein de l'entreprise, de manière à faciliter l'identification, l'adoption et l'adaptation des pratiques et des technologies de plus haut niveau disponibles sur le marché international; une politique méso-économique qui favorise l'efficacité du milieu dans lequel évolue l'entreprise, à savoir l'infrastructure physique, scientifique, technologique et de vulgarisation, le système de formation professionnelle et le marché des capitaux, de façon à stimuler la diffusion des progrès techniques et organisationnels, et une politique visant à encourager les principaux opérateurs, c'est-à-dire, d'une part, les sociétés transnationales et les conglomérats nationaux et, de l'autre, les petites et moyennes entreprises nationales.

Une telle modernisation, bien qu'appelée à s'étendre à tout le système de production, sera sans doute plus marquée dans le domaine des ressources naturelles que la région possède en abondance dans le contexte d'une stratégie de développement axée sur l'expansion d'activités et de complexes productifs associés à ces ressources, au niveau du traitement ou de la fourniture de facteurs, d'équipements, de technologies ou de services. Les complexes dont la production concerne la pêche, la sylviculture, l'activité minière, les matériels énergétiques, l'agro-industrie et le tourisme sont particulièrement susceptibles de faire l'objet d'un tel processus de modernisation.

Les activités prévues pour la période biennale 2000-2001, qui seront pour la plupart exécutées par la Division du développement de la production et des entreprises, sont regroupées en cinq sphères thématiques. Celles-ci incluent la réalisation d'études concernant l'évolution de la production globale et sectorielle à l'échelon régional; le développement de l'univers qui entoure les entreprises, à savoir l'infrastructure physique et technologique et les marchés des facteurs, en mettant l'accent sur l'équité en termes d'accès; la consolidation des principaux agents du développement, c'est-à-dire, d'une part, les sociétés transnationales et les conglomérats nationaux et, de l'autre, les petites et moyennes entreprises; l'étude de stratégies d'industrialisation fondées sur le développement de complexes productifs associés aux ressources naturelles, et l'élaboration de politiques propres à favoriser la compétitivité dans le cadre d'une stratégie d'intégration et de régionalisme ouvert.

## 1. Activités

### Sphère thématique 3.1: Etude de l'évolution globale et sectorielle de la production à l'échelon régional

#### a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services correspondants

i) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution industrielle des pays de la région par rapport à celle d'autres économies émergentes, en particulier des pays d'Asie du Sud-Est.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les propositions propres à activer la productivité en Amérique latine et dans les Caraïbes.

iii) Une réunion d'experts chargés d'analyser les changements intervenus au sein de la structure industrielle et de la compétitivité internationale de l'économie brésilienne.

#### b) Publications

i) Deux études analytiques sur l'évolution de la structure industrielle et la compétitivité internationale des pays de la région, l'une relative au secteur industriel et l'autre aux secteurs agricole et agro-industriel.

ii) Une étude sur les indicateurs de productivité et de qualité des activités du secteur tertiaire, en particulier du point de vue de son évolution, dans deux domaines spécifiques à déterminer parmi les domaines suivants: éducation, santé, administration publique ou services aux entreprises.

iii) Une étude sur les modalités de comportement des sociétés transnationales et des conglomérats nationaux et leur incidence sur la compétitivité. Une attention particulière sera accordée à l'analyse comparative avec d'autres régions, en particulier de l'Asie du Sud-Est.

iv) Une étude contenant des propositions propres à stimuler la productivité en Amérique latine et dans les Caraïbes.

v) Deux études sur les nouveaux défis que doivent relever les sociétés latino-américaines dans le cadre de la mondialisation, sur la base d'études de cas relatives à certains secteurs déterminés et certains pays de la région à préciser.

vi) Une étude sur l'expérience du Brésil en matière de reconversion industrielle et de compétitivité internationale.

vii) Une étude sur les réponses, sur le plan micro-économique, à la nouvelle conjoncture économique de l'Argentine. On analysera plus particulièrement le développement des capacités de production, l'innovation technologique, la formation des ressources humaines et la mise sur pied de réseaux de coopération et d'associations de chefs d'entreprise.

c) Matériel technique

i) Mise à jour annuelle des logiciels CAN (Analyse de la compétitivité des pays) et PADI (Programme d'analyse de la dynamique industrielle).

ii) Mise à jour et expansion de la base de données sur l'évolution du secteur forestier et agricole et élaboration des études pertinentes.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la restructuration industrielle.

ii) Formation collective

- Coopération avec divers organismes gouvernementaux et entités privées des pays de la région qui en feront la demande dans l'organisation de cours ou d'ateliers de formation en vue de l'utilisation des logiciels CAN et PADI.

- Coopération avec divers organismes gouvernementaux et institutions universitaires des pays de la région qui en feront la demande dans l'organisation de cours de postgraduat dans certains domaines liés à la restructuration industrielle.

On prévoit la continuation, durant cette période biennale, d'un projet sur la dynamique industrielle en Amérique latine par rapport à celle de l'Asie du Sud-Est et l'amorce d'un nouveau projet visant à étudier les changements intervenus au niveau de la structure et de la dynamique industrielles dans certains pays de la région.

La réalisation des activités mentionnées aux points a)iii) et b)vi) sera confiée au Bureau de la CEPALC à Brasilia, tandis que l'activité mentionnée au point b)vii) relèvera du Bureau de la CEPALC à Buenos Aires.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points a)iii) et b)vi) et vii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.2: Le développement de l'univers qui entoure les entreprises: l'infrastructure physique et technologique et les marchés des facteurs

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services correspondants

i) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution des systèmes nationaux d'innovation technologique des pays de la région et leur incidence sur la compétitivité industrielle.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier certains aspects de la diffusion des innovations technologiques dans le secteur forestier et agricole.

b) Publications

i) Une étude analytique sur les effets des changements intervenus dans les systèmes nationaux d'innovation technologique sur la structure industrielle et la compétitivité internationale des pays de la région.

ii) Une étude sur le crédit, l'investissement et la conversion d'actifs financiers en valeurs (securitization) dans le secteur forestier et agricole, afin d'améliorer l'efficacité du marché foncier. L'accent sera mis sur l'élaboration de propositions de politiques dans ce domaine.

iii) Une étude sur les mesures et les politiques propres à activer la diffusion des innovations technologiques dans le secteur forestier et agricole.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les systèmes et les politiques d'innovation technologique.

On prévoit la réalisation, durant cette période biennale, de projets sur le financement industriel, notamment pour les entreprises; le financement de la production et de l'investissement agricoles et les changements intervenus dans les systèmes nationaux d'innovation technologique dans le secteur forestier et agricole.

La réalisation des activités opérationnelles et de celle mentionnée au point b)iii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.3: La consolidation des principaux agents du développement: les sociétés transnationales, les conglomérats nationaux et les petites et moyennes entreprises

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

i) Une réunion d'experts chargés d'examiner l'évolution des conglomérats nationaux et des petites et moyennes entreprises des pays de la région, ainsi que l'incidence de ces changements sur leur compétitivité industrielle.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier certains aspects relatifs à la mise à jour et au perfectionnement de l'information juridique et statistique de l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes.

b) Publications périodiques

La inversión extranjera en América Latina y el Caribe, publication annuelle (une par année de la période biennale).

c) Autres publications

i) Deux études sur les principaux opérateurs du développement: l'une concernant le rôle des grands conglomérats nationaux dans le financement et le transfert de technologie et l'autre sur les contraintes pesant sur les petites et moyennes entreprises en raison des difficultés auxquelles elles se heurtent pour accéder au financement et à la technologie.

ii) Une étude sur le rôle des sociétés transnationales pour favoriser le transfert de technologie et l'accès au marché extérieur dans les pays de la région.

iii) Une étude sur les modalités de l'investissement et le transfert de technologie dans certains pays de la région.

iv) Un document faisant le point du cadre juridique de l'investissement étranger en Amérique latine et dans les Caraïbes.

v) Une étude sur les changements de stratégie des sociétés transnationales en matière de commerce et de courants des facteurs dans le cas du Brésil.

vi) Une étude sur les changements de stratégie des sociétés transnationales et leurs effets sur les économies du Mercosur.

vii) Une étude sur l'incidence de l'ouverture économique et de l'intégration au sein du Mercosur sur le fonctionnement des petites et moyennes entreprises. On mettra l'accent sur la productivité, le degré d'internationalisation et l'adoption de pratiques technologiques et organisationnelles plus proches de la frontière internationale.

viii) Une étude sur les stratégies et les mesures de politique appliquées par les entreprises d'autres pays, notamment de l'OCDE et de l'Asie du Sud-Est afin d'identifier d'éventuels éléments de référence pouvant faciliter l'adaptation du contexte local aux meilleures pratiques internationales.

d) Matériel technique

Mise à jour et publication de la base de données contenant l'information statistique relative à l'investissement étranger en Amérique latine et aux Caraïbes.

e) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne le développement des petites et moyennes entreprises.

ii) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les méthodologies de collecte et de traitement des données statistiques et de l'information juridique concernant l'investissement étranger direct.

iii) Prestation de services de coopération technique aux organismes gouvernementaux qui en font la demande en ce qui concerne les politiques propres à favoriser le développement des petites et moyennes entreprises, l'investissement, la productivité et l'insertion internationale dans le cadre des stratégies d'intégration.

La réalisation des activités mentionnées aux points c)v) et vi) sera confiée au Bureau de la CEPALC à Brasilia, tandis que les activités mentionnées aux points c)vii) et e)iii) relèvera du Bureau de la CEPALC à Buenos Aires.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées aux points a)ii) et c)ii) et viii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.4: Stratégies d'industrialisation fondées sur le développement de complexes productifs associés aux ressources naturelles

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services correspondants

Une réunion d'experts chargés d'étudier les politiques propres à renforcer le développement des complexes industriels associés aux ressources naturelles en Amérique latine et aux Caraïbes.

b) Publications

i) Une étude sur les complexes productifs de plusieurs pays de la région associés à une ressource naturelle à préciser.

ii) Quatre études comparatives concernant certains nouveaux complexes industriels associés aux ressources naturelles dans des domaines présentant un intérêt particulier pour l'Amérique latine et les Caraïbes. En fonction de la disponibilité de fonds extra-budgétaires, une comparaison sera établie, dans chaque cas, avec des complexes équivalents plus consolidés dans les pays développés.

iii) Une étude sur l'élaboration d'une stratégie d'industrialisation basée sur les ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes, comprenant des propositions de politiques.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies d'industrialisation axées sur le développement de complexes productifs associés aux ressources naturelles.

La réalisation des activités opérationnelles et, en partie, des activités mentionnées au point b)ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 3.5: Elaboration de politiques favorisant la compétitivité dans le cadre d'une stratégie d'intégration et de régionalisme ouvert

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services correspondants

i) Une réunion d'experts chargés d'étudier des propositions de politiques propres à favoriser la compétitivité industrielle et les mécanismes nécessaires à leur mise en oeuvre.

ii) Une réunion d'experts chargés d'analyser les résultats de l'étude sur les possibilités de compétitivité des secteurs agricole et agro-industriel dans le contexte de l'ouverture vers l'extérieur et des accords commerciaux.

b) Publications

i) Deux études analytiques sur les politiques de compétitivité industrielle dans certains pays de la région, comprenant des propositions précises dans ce domaine.

ii) Une étude sur les possibilités de compétitivité des secteurs agricole et agro-industriel dans le contexte de l'ouverture vers l'extérieur et des accords commerciaux, comprenant des propositions de politiques.

iii) Un document de synthèse sur les propositions de politiques relatives à l'investissement et au développement gestionnaire des sociétés transnationales et des conglomérats nationaux.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne les politiques de compétitivité industrielle.

ii) Formation collective

Coopération avec divers organismes gouvernementaux et institutions universitaires des pays de la région qui en feront la demande dans la réalisation de cours de postgraduat dans certains domaines liés à l'élaboration de politiques de compétitivité industrielle.

On prévoit la mise en oeuvre, durant cette période biennale, d'un projet à l'échelon régional visant à étudier l'évolution des politiques de compétitivité industrielle et à formuler des propositions en ce sens.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec diverses organisations gouvernementales, universitaires et du secteur privé concernées par l'analyse économique de l'industrie et de l'agriculture dans les pays de la région, telles que la FAO, la CNUCED, l'ONUDI, le PNUD et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). Des rapports de collaboration réciproque seront également établis avec diverses institutions internationales et régionales, telles que la Banque mondiale, la BID et le SELA. D'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales seront en outre consultées régulièrement.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux, en particulier lorsqu'ils sont directement concernés par l'analyse, la mise au point et l'application de politiques relatives au développement de la production, de la technologie et des entreprises des secteurs industriel et agricole, à l'investissement étranger et aux sociétés transnationales, ainsi qu'aux systèmes d'innovation technologique.

D'autres utilisateurs seront diverses institutions du secteur privé, telles que les associations d'entreprises, syndicales et technico-professionnelles, ainsi que les universités et d'autres établissements d'enseignement et de recherche, de même que les centres de développement et de diffusion technologique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux activités de formation et aux réunions intergouvernementales et d'experts.

#### **SOUS-PROGRAMME 4: POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE, INVESTISSEMENT ET FINANCEMENT**

##### Présentation

Les gouvernements de la région ont mis en oeuvre des réformes institutionnelles et des politiques macro-économiques de grande envergure afin d'instaurer de nouveaux modes de fonctionnement des économies. Ce processus devrait être suivi d'une seconde vague de réformes d'une qualité différente. Le Secrétariat a l'intention de continuer à épauler les gouvernements dans leurs travaux d'analyse et de suivi des résultats obtenus, de façon à améliorer la prise de décisions d'ordre public et privé ainsi que l'évaluation des résultats. A l'échelon macro-économique, le Secrétariat assurera le suivi des politiques budgétaire, monétaire et de change, ainsi que des réformes structurelles nécessaires à l'élaboration de l'Estudio económico et du Balance preliminar. Ces documents, élaborés sur la base de données d'information comparables, figurent parmi les sources les plus actualisées d'évaluation macro-économique disponibles dans la région. Cette évaluation et l'analyse correspondante permettent de dégager des conclusions quant aux résultats atteints, aux difficultés rencontrées et aux défis à relever, ainsi que de mettre en relief les tendances et les domaines de politique économique les plus intéressants dans les différentes conjonctures.

Dans ce contexte, on voit se dessiner à l'horizon 2000 plusieurs grands axes thématiques qui devront attirer l'attention des responsables régionaux en matière d'élaboration et de formulation des politiques. Premièrement, le concept de développement durable se consolidera en tant que principe de base de la politique économique dans un contexte fortement mondialisé: les volets sociaux et environnementaux du modèle de développement appliqué en Amérique latine deviendront des éléments déterminants. Deuxièmement, le processus régional d'intégration économique aura progressé bien au-delà des simples échanges commerciaux et financiers pour s'étendre aux domaines associés à la politique macro-économique et au développement qui constituent les piliers de ce sous-programme. Finalement, la région devra poursuivre ses efforts pour élever le pourcentage du produit consacré à l'investissement par le truchement de politiques favorisant l'épargne intérieure et l'acheminement de ces ressources à l'accumulation de capital.

Les principaux objectifs de ce sous-programme consistent à: i) dresser un bilan systématique de l'application de politiques et de réformes économiques et en évaluer l'incidence sur le comportement des économies de la région; ii) participer activement, en collaboration avec les gouvernements, à la mise au point de ces politiques et de ces réformes.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001 prévoit quatre sphères thématiques. Les deux premières, dont la réalisation relève de la Division du développement économique, regroupent les activités associées à l'étude de l'évolution des économies latino-américaines et des Caraïbes, ainsi que des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales de la région. La troisième sphère thématique, qui sera exécutée par le Groupe du financement, couvre les activités relatives à l'épargne, l'investissement et le financement. La quatrième et dernière sphère thématique englobe les activités confiées au Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES) concernant la gestion de l'information aux fins du développement.

## 1. Activités

### Sphère thématique 4.1: Analyse conjoncturelle des économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

#### a) Publications périodiques

- i) Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1999-2000.
- ii) Estudio económico de América Latina y el Caribe, 2000-2001.

Cette publication est élaborée chaque année et est essentiellement composée de deux sections. La première est consacrée à l'examen global de l'évolution récente de l'Amérique latine et des Caraïbes. On y analyse les changements intervenus dans la région à la lumière de l'économie internationale, de même que la politique économique, les problèmes structurels que présentent les différents types d'économies, l'évolution du niveau d'activité, de l'offre et de la demande globale, le comportement de l'investissement, l'épargne et la consommation, l'inflation, l'emploi et les salaires, ainsi que le secteur extérieur. La deuxième section comprend les rapports correspondant aux pays de la région, accompagnés, dans chaque cas, d'une étude systématique de l'évolution économique. La publication comprend en outre une série de tableaux statistiques présentés sur disques souples contenant des données relatives à la croissance, à l'emploi, au commerce extérieur, à la balance des paiements, à l'endettement extérieur, aux prix, aux salaires et à la situation monétaire et budgétaire. En lieu et place du Panorama económico de América Latina, dont la publication a été suspendue en 1997, l'information détaillée correspondant à l'année écoulée est complétée par des données actualisées jusqu'au premier semestre de l'année en cours pour les pays où une telle information est disponible; le chapitre comprenant le panorama général basé sur ces données est en outre publié de façon séparée (Synthèse de l'Estudio económico) afin d'apporter une information opportune et systématique sur les tendances économiques de la région. Au mois d'avril, un bref rapport préliminaire (essentiellement destiné au Conseil économique et social) concernant l'évolution de l'économie de la région pendant l'année précédente est élaboré à titre de prélude à l'Estudio económico de América Latina y el Caribe.

- iii) Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 2000
- iv) Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, 2001

Le Balance preliminar est publié à la fin de chaque année et consiste en une description et une évaluation de la performance économique de la région. Il contient l'information détaillée la plus récente quant à l'évolution comparative des variables macro-économiques de l'ensemble de la région et de la plupart des pays. Cette publication est présentée lors d'une conférence de presse que le Secrétaire exécutif de la CEPALC offre chaque année à la mi-décembre.

#### b) Autres publications

Deux rapports annuels sur le comportement de l'économie argentine durant les périodes 1999-2000 et 2000-2001.

c) Matériel technique

i) Mise à jour et développement des bases de données sur la performance des économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier celles qui comprennent l'information nécessaire à l'élaboration des publications périodiques mentionnées plus haut.

ii) Participation à la rédaction du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, éditions 2000 et 2001: Note sur l'économie de l'Argentine.

iii) Participation à la rédaction du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, éditions 2000 et 2001 et de l'Estudio económico de América Latina y del Caribe, éditions 1999-2000 et 2000-2001: Note sur l'économie du Brésil.

iv) Participation à la rédaction du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, éditions 2000 et 2001 et de l'Estudio económico de América Latina y del Caribe, éditions 1999-2000 et 2000-2001: Note sur l'économie de l'Uruguay.

v) Publication trimestrielle des indicateurs macro-économiques de l'Argentine.

vi) Rapport semestriel sur l'économie du Brésil (quatre documents durant la période biennale).

vii) Publication mensuelle du bulletin statistique sur le comportement de l'économie du Brésil (édité en portugais, en espagnol et en anglais).

La réalisation des activités mentionnées aux points b) et c), à l'exception du point c)i) sera confiée, selon le cas, aux bureaux de la CEPALC à Buenos Aires, Brasilia et Montevideo.

Sphère thématique 4.2: Etude des stratégies de développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine et aux Caraïbes

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

i) Une réunion d'experts chargés d'analyser les conclusions du document sur la politique économique dans les processus d'intégration.

ii) Une réunion d'experts chargés d'étudier les conclusions du document sur les courants de capitaux.

b) Publications

i) Une étude sur la politique économique dans les processus d'intégration. Cette étude aura pour but de dégager les principes directeurs en matière de politique économique et les mécanismes susceptibles de consolider l'intégration dans la région ainsi que son insertion dans un contexte plus global (normes de l'Organisation mondiale du commerce, projet de Zone de libre-échange des Amériques, traités de libre-échange avec l'Union européenne, etc.), de façon à renforcer les rapports de complémentarité entre les stratégies régionales de développement durable et le processus de mondialisation économique.

ii) Une étude sur les facteurs qui déterminent les niveaux et la volatilité des courants de capitaux vers les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il s'agira d'analyser les différents types de courants et d'agents ainsi que leur incidence sur le plan de l'élaboration des politiques macro-économiques et de réglementation.

iii) Une étude sur les rapports existant entre le modèle d'insertion internationale associé à la politique actuelle de développement orienté "vers l'extérieur" dans la région et l'environnement. On analysera plus particulièrement la composition des exportations telle qu'elle est déterminée par cette politique, notamment en matière d'ouverture commerciale, de taux de change, d'investissement étranger direct et de politique budgétaire et monétaire (taux d'intérêt), ainsi que la pression qu'une telle politique exerce sur les ressources naturelles et l'environnement.

iv) Une étude sur l'incorporation et l'exclusion sur le marché de l'emploi. On analysera les tendances simultanées et contradictoires, d'une part, de l'intégration et de l'homogénéisation (telles que la participation croissante des femmes à l'emploi et la formation de filières de production qui offrent de nouvelles opportunités aux petites et moyennes entreprises) et de l'autre, de l'exclusion et de la différenciation (telles que l'augmentation des rapports professionnels précaires et les écarts de plus en plus profonds entre les salaires).

v) Une étude sur un thème prioritaire de la conjoncture économique de l'Amérique latine et des Caraïbes au début du vingt-et-unième siècle.

vi) Une étude comparative sur diverses expériences en matière de régulation économique.

vii) Une étude sur les fluctuations économiques dans un contexte d'intégration régionale.

viii) Une étude sur les tendances et les cycles dans les périodes de réforme économique.

ix) Une étude sur la part prise par les investissements étrangers à la structure de production. On analysera plus particulièrement le fonctionnement des entreprises dans le contexte d'une économie ouverte ainsi que les stratégies d'insertion commerciale sur les marchés extérieurs, notamment en ce qui concerne la spécialisation des exportations et la consolidation du processus d'intégration régionale.

c) Activités opérationnelles

Services consultatifs

i) Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande afin d'identifier les politiques susceptibles de favoriser l'investissement et la productivité, de résoudre les problèmes associés aux courants financiers, d'accroître l'équité moyennant l'application de politiques sociales et de mettre sur pied des institutions propres à faciliter l'atteinte de ces objectifs.

ii) On prévoit, au cours de la période biennale, la réalisation de deux types d'activités dans certains domaines critiques de la politique économique: en premier lieu, une mise en oeuvre plus efficace des politiques budgétaires (recettes, dépenses, gestion fiscale et aspects institutionnels); en deuxième lieu, la décentralisation. Ces deux types d'activités s'inscrivent dans le cadre de l'appui à une seconde phase de réformes économiques.

iii) Prestation de services de coopération technique aux organismes gouvernementaux brésiliens qui en feront la demande afin d'identifier des expériences d'autres pays de la région, tant sur le plan macro-économique que des transformations institutionnelles, et les comparer à la situation du Brésil.

d) Activités intermédiaires

Apport de fond à la préparation des documents qui seront soumis à la considération de la vingt-huitième session de la Commission.

La réalisation de l'activité mentionnée au point b)vi) sera confiée au bureau de la CEPALC à Brasilia et celles mentionnées au point b)vii) à ix) au bureau de la CEPALC à Buenos Aires.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées au point b)ix) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.3: Epargne, investissement et financement

a) Publications

i) Une étude sur les répercussions macro-économiques et financières des réformes des fonds de pension.

ii) Une étude sur les politiques de collecte des capitaux étrangers et leurs effets financiers réels sur les économies récipiendaires.

iii) Une étude sur les critères d'efficacité et d'équité appliqués dans les réformes du financement des systèmes de santé.

iv) Une étude sur les politiques d'accès aux logements sociaux et à leur financement.

v) Une étude sur les mécanismes de promotion de l'épargne publique et privée au Brésil, par rapport à ceux d'autres pays.

b) Matériel technique

Mise à jour et expansion des bases de données statistiques et de documents sur les courants de capitaux étrangers, les réformes des systèmes de fonds de pension et le financement du logement.

c) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en feront la demande en ce qui concerne les politiques susceptibles de favoriser l'insertion sur les marchés financiers internationaux, l'analyse des effets macro-économiques et financiers des réformes des fonds de pension et divers aspects du financement des systèmes de santé et du logement.

ii) Formation collective

Formation par groupe, par le biais de séminaires ou d'ateliers, en ce qui concerne la réforme des fonds de pension et le financement du système de santé et du logement aux pays de la région et organisations qui en feront la demande.

d) Activités intermédiaires

Etude des données pertinentes dans le domaine des réformes du financement des systèmes de santé.

La réalisation de l'activité mentionnée au point a)v) sera confiée au bureau de la CEPALC à Brasilia.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 4.4: Gestion de l'information aux fins du développement

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts chargés d'analyser les stratégies propres à consolider la gestion de l'information et la technologie de l'information et de la communication en Amérique latine et dans les Caraïbes.

b) Publications

i) Une étude sur les réseaux organisationnels d'information et de connaissances.

ii) Une étude sur la qualité totale en matière de gestion de l'information et de la technologie de l'information et de la communication.

iii) Deux numéros de la série "Información y desarrollo" comprenant des articles relatifs à la gestion de l'information et la technologie de l'information dans les milieux gouvernementaux et universitaires.

iv) Une publication sur les stratégies propres à consolider la gestion de l'information et la technologie de l'information et la communication dans laquelle seront abordés les thèmes traités lors de la réunion d'experts.

c) Matériel technique

Un document sur format électronique visant à renforcer les activités de formation quant à la gestion de l'information et la technologie de l'information et de la communication.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région ou aux organismes de coopération et d'intégration régionales qui en font la demande en ce qui concerne la gestion stratégique de l'information et la technologie de l'information et la communication.

ii) Formation collective

- Deux séminaires sur la gestion de l'information.

- Deux séminaires ou ateliers de formation intensive dans certains domaines associés à la modernisation technologique de l'information dans la gestion publique.

- Formation en cours d'emploi à des fonctionnaires gouvernementaux ou d'autres organisations intéressées qui en feront la demande quant à l'utilisation de méthodologies liées à la gestion de l'information et la technologie de l'information et la communication. On prévoit la réalisation de 10 stages de 70 heures pédagogiques chacun durant la période biennale.

e) Activités intermédiaires

i) Sélection et entrée dans le Système d'information documentaire (SIDOC) du CLADES de documents d'analyse en matière de gestion de l'information et la technologie de l'information et élaboration de résumés de documents ou de textes complets numérisés ou traduits (activité permanente).

ii) Préparation et envoi de communiqués mensuels sur la gestion de l'information, par le courrier électronique, à diverses institutions d'Amérique latine et des Caraïbes, dans le cadre d'un processus permanent de formation, de diffusion et d'intégration de personnes et de d'organisations à un réseau d'échange de données d'expérience dans ce domaine.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec divers programmes et services du système des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales en fonction des thèmes pertinents.

Pour les activités relatives à l'analyse des économies et des politiques économiques des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier la préparation de l'Estudio económico et du Balance preliminar, les institutions gouvernementales des pays de la région seront consultées régulièrement. De même, ces publications, notamment l'Estudio económico mundial serviront de source d'information pour les travaux du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques des Nations Unies.

Les travaux concernant l'épargne, l'investissement et le financement seront essentiellement réalisés avec la collaboration des organismes qui contribuent au financement des activités extra-budgétaires, ainsi qu'avec les organisations internationales pertinentes.

Finalement, les activités en matière de gestion de l'information aux fins du développement seront menées à bien avec le concours d'organismes gouvernementaux, privés et d'enseignement, en particulier avec les universités des pays de la région. Des contacts périodiques et des rapports de collaboration seront établis avec les organisations internationales menant des activités connexes telles que la Banque mondiale, la BID, l'ALADI, la CARICOM et l'OPS.

### 3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux ministères des affaires économiques et des finances, aux bureaux de planification économique et sociale, aux universités et autres établissements d'enseignement, aux bibliothèques, aux chercheurs et aux professeurs concernés par le développement économique et social, aux organisations internationales, économiques et financières et tout autre organisme concerné.

Le Balance preliminar et la Synthèse de l'Estudio económico sont des publications très sollicitées au sein et hors de la région. Les principaux utilisateurs sont les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux, les institutions internationales, les banques et d'autres entités du secteur privé, les instituts et les centres de recherche économique et, d'une manière générale, les institutions, les cadres et les chercheurs qui souhaitent avoir accès, d'une façon opportune, à des informations et des indicateurs dûment analysés leur permettant un suivi permanent de l'évolution économique des pays de la région.

L'Estudio económico est également très utile pour les universités et les établissements supérieurs qui l'incluent habituellement dans les bibliographies de leurs plans d'études.

Ces études feront l'objet d'une vaste diffusion, conformément à une liste actualisée d'institutions et de personnes. Les principaux destinataires de ces publications sont notamment les médias nationaux et internationaux car ils permettent d'en multiplier la divulgation. Elles seront également mises en vente à l'intention du grand public.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

## **SOUS-PROGRAMME 5: DEVELOPPEMENT SOCIAL ET EQUITE**

### Présentation

Au seuil du prochain millénaire, l'enjeu principal du modèle actuel de développement, orienté jusqu'alors à la résorption des équilibres économiques, au contrôle de l'inflation et à la reprise de la croissance du produit, consistera à mettre l'accent sur les demandes sociales du développement économique et parvenir, moyennant ce développement, à améliorer la qualité de l'emploi et du bien-être de toute la population latino-américaine et des Caraïbes.

A la suite du processus de mondialisation, il est de plus en plus évident que la compétitivité fictive, fondée sur l'exploitation d'une main-d'oeuvre abondante mais peu qualifiée et, partant mal rémunérée, tend à provoquer des effets de plus en plus néfastes pour les pays. De plus, l'insuffisante dotation en capital humain de la population active est une des causes principales de l'exclusion sociale. Les études de la CEPALC font apparaître que les personnes ayant moins de dix ans de scolarité n'ont aucune chance d'obtenir un emploi rémunéré dans le secteur structuré.

Les politiques sociales propres à accroître le capital humain, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, deviennent un facteur essentiel qui permet aux individus de disposer d'un actif leur permettant d'avoir accès à un emploi adéquat, à un salaire honorable et un bien-être raisonnable. De telles politiques sont tout aussi importantes pour le développement des nations.

C'est pourquoi l'un des premiers objectifs de ce sous-programme sera d'épauler et d'aider les pays de la région qui ont entrepris de réformer leurs politiques sociales, en leur fournissant notamment les instruments requis pour dresser un diagnostic de la situation, élaborer les politiques pertinentes et évaluer les programmes et les projets. Une meilleure gestion des programmes sociaux est indispensable pour parvenir aux objectifs visés, améliorer la qualité des services et contribuer à l'intégration sociale, tout en facilitant la participation de la communauté.

D'autre part, il convient de prêter une attention particulière, sur le plan des répercussions sociales de la croissance, à l'inégalité croissante qui caractérise la répartition des revenus et aux difficultés auxquelles se heurte le modèle de développement pour créer un nombre suffisant d'emplois pour la population active, en particulier pour le segment le plus qualifié. Le deuxième objectif consistera donc à assurer un suivi adéquat de ces tendances et d'analyser les politiques et les programmes susceptibles de corriger les déficiences du modèle.

Le troisième objectif concerne l'étude des répercussions sociales, économiques, institutionnelles et culturelles associées à la production, au trafic et à l'abus des drogues, et la mise au point de stratégies intégrées et intersectorielles pour faire face à ce fléau.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001, dont la réalisation relève de la Division du développement social, est composé de quatre sphères thématiques qui prévoient la réalisation d'activités associées à la mise au point, la gestion et l'évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux; le diagnostic de la situation sociale de la population et de groupes cibles, en particulier du point de vue de la pauvreté et de l'équité; les répercussions des transformations économiques dans le domaine social et la stratification socio-économique en Amérique latine, et l'analyse des conséquences de la production, du trafic et de l'abus des drogues et les stratégies intégrées pour y remédier.

## 1. Activités

### Sphère thématique 5.1: Mise au point, gestion et évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux

#### a) Organisation de réunions intergouvernementales et prestation des services techniques correspondants

Deuxième Conférence régionale sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social (si la deuxième Conférence est effectuée en 1999, la troisième Conférence aurait également lieu durant la période biennale).

#### b) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts afin d'étudier la réforme, l'élaboration, la gestion et l'évaluation des politiques sociales.

#### c) Publications

i) Deux études sur l'utilisation rationnelle des ressources financières et humaines dans le processus de réforme des politiques sociales. Ces études seront publiées dans la série "Políticas sociales".

ii) Deux études sur l'intensification de la participation des citoyens à la conception, la mise en oeuvre et à l'évaluation des programmes sociaux.

iii) Deux études d'évaluation des programmes visant à l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi. Ces études seront publiées dans la série "Políticas sociales".

iv) Une étude comparative sur les progrès accomplis dans la région en matière de réformes des politiques sociales.

#### d) Activités opérationnelles

##### i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne l'évaluation des politiques, des programmes et des projets sociaux.

##### ii) Formation collective

- Organisation de deux cours régionaux sur l'évaluation de politiques, de programmes et de projets sociaux, pour un groupe choisi de techniciens gouvernementaux et de professeurs universitaires concernés par les projets sociaux.

- Organisation de plusieurs cours nationaux de formation en méthodologies de formulation et d'évaluation de programmes et de projets sociaux, à l'intention du personnel gouvernemental de type technique (on prévoit la réalisation de quatre cours pendant la période biennale).

- Cours ou ateliers intensifs de formation dans certains pays de la région qui en feront la demande quant à l'application de nouvelles technologies à la conception, au suivi et à l'évaluation de programmes et de projets sociaux.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.2: Diagnostic de la situation sociale de la population et de groupes vulnérables, notamment du point de vue de la pauvreté et de l'équité

a) Publications périodiques

i) Panorama social de América Latina, 2000.

ii) Panorama social de América Latina, 2001.

Cette publication est préparée chaque année, en commun, par la Division du développement social et par la Division des statistiques et des projections économiques. Il s'agit d'une approche conjoncturelle, nuancée d'une perspective à moyen terme qui couvre divers grands domaines tels que l'emploi, la distribution du revenu, la pauvreté et les dépenses sociales, ainsi que des mesures de l'inégalité entre les couches socio-économiques, par sexe et par localisation rurale et urbaine, tant du point de vue des conditions de vie que des possibilités de mobilité sociale. Cette publication comprend également un programme social dans lequel sont analysés les grands thèmes sociaux à l'ordre du jour dans la vie publique et politique des différents pays de la région afin d'en souligner les principales caractéristiques et la façon dont ils sont perçus. De plus, un sujet central est développé dans chaque édition du Panorama social de América Latina.

On essayera, au cours de la période biennale, d'augmenter progressivement le nombre de pays envisagés, de mettre à jour l'information sur la base des chiffres les plus récents et de couvrir les aspects les plus importants du développement social, à savoir essentiellement ce qui a trait aux politiques sociales (éducation, santé, sécurité sociale et logement) et aux tendances de la stratification sociale. On s'efforcera également de diversifier les sources d'information de base.

Quant aux sources d'information statistique, on assurera la mise à jour et la continuité du processus des enquêtes sur les ménages, ainsi que l'incorporation d'autres types d'informations disponibles dans la région, essentiellement par le biais de la reconversion des registres administratifs.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres et aux institutions régionales qui en font la demande en ce qui concerne les méthodologies de collecte et d'analyse de l'information statistique destinée à l'élaboration ou à la mise à jour du diagnostic social.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 5.3 : Répercussions des transformations économiques dans le domaine social et sur la stratification socio-économique en Amérique latine

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services techniques correspondants

i) Réunion d'experts sur les effets des transformations économiques sur les principaux aspects sociaux et les niveaux d'équité en matière de répartition.

ii) Réunion d'experts visant à l'étude des indicateurs sociaux et des méthodes utilisés aux fins de l'analyse sociale quantitative.

b) Publications

Deux études comparatives sur la stratification sociale et les politiques propres à améliorer le bien-être et atténuer les inégalités. Une étude sera consacrée aux pays les plus avancés en termes de réformes économiques et sociales afin de mettre en évidence les effets des modifications opérées dans le fonctionnement de l'économie sur les modèles traditionnels de la stratification sociale.

Sphère thématique 5.4: Etude des effets associés à la production, au trafic et à l'abus des drogues, et des stratégies pour y faire face

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts visant à étudier et à définir les contextes et les effets de la production, du trafic et de l'abus des drogues sur les plans social, économique et institutionnel.

b) Publications

Trois études sur les répercussions sociales, économiques et institutionnelles de la production, du trafic et de l'abus des drogues. Il s'agira essentiellement de définir ces répercussions en fonction d'aspects tels que la violence, l'éclatement des familles, l'érosion de la gouvernabilité et l'incidence macro-économique; on évaluera également divers programmes actuellement en vigueur dans les pays de la région afin de proposer des stratégies intégrées et intersectorielles pour affronter ce problème.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec les organisations gouvernementales concernées par les questions sociales, ainsi qu'avec l'OEA, le PNUD, l'Unesco, le FISE, le FNUAP et l'OPS. Des rapports de collaboration seront également établis avec la Banque mondiale et la BID.

D'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales seront en outre consultées régulièrement en fonction de la sphère thématique et du caractère des activités réalisées. A cet égard, les activités relevant de l'étude des effets de la production, du trafic et de l'abus des drogues ainsi que des stratégies intégrées pour y faire face seront menées dans le cadre du Programme d'action mondial sur la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de

stupéfiants et de substances psychotropes et en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies contre l'abus des drogues, ainsi qu'avec les organismes gouvernementaux concernés par ce problème.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils sont directement concernés par la mise au point, l'application et la gestion de politiques, de programmes et des projets sociaux.

Ces produits seront également utilisés par divers organismes régionaux et sous-régionaux, les universités et d'autres institutions d'enseignement, les centres de recherche et d'autres entités et organisations non gouvernementales intéressées par les thèmes envisagés.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

**SOUS-PROGRAMME 6: PRISE EN COMPTE DES CRITERES DE SEXOSPECIFITE DANS LES PRINCIPAUX DOMAINES DU DEVELOPPEMENT REGIONAL**

Présentation

Bien que la condition féminine ait enregistré une évolution importante en Amérique latine et dans les Caraïbes dans certains domaines tels que l'emploi, l'éducation et la santé, de nombreux facteurs font encore obstacle à l'intégration totale des femmes au développement et leur participation à tous les stades de la prise de décision.

Les problèmes et les défis que rencontrent les femmes dans la région constituent, depuis longtemps, une partie importante des soucis des pays membres et du Secrétariat.

Il est admis aujourd'hui que les critères de sexospécificité doivent être incorporés à tous les domaines —politique, économique et social— afin de favoriser hommes et femmes sur un même pied d'égalité et éviter la prolongation des situations d'inégalité. Une telle évolution exige la mise en oeuvre d'une stratégie intégrale qui favorise l'égalité entre les sexes.

Dans ce contexte, le premier objectif de ce sous-programme vise à promouvoir la création de mécanismes institutionnels et à renforcer leur action dans les pays de la région, de façon à garantir une participation active des femmes dans les principales sphères du développement. Pour ce faire, le Secrétariat se propose de continuer à jouer un rôle de plus en plus dynamique pour promouvoir l'action de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes et de son Bureau et mener à bien des activités visant à canaliser l'information et assurer une formation technique, méthodologique et logistique aux offices gouvernementaux chargés des questions de la femme afin de renforcer leurs capacités sur le plan institutionnel, de formation de ressources humaines et des activités de coordination intersectorielle qu'ils doivent assumer de plus en plus fréquemment.

Un deuxième objectif de ce sous-programme consiste à renforcer les connaissances et collaborer avec les pays dans l'étude des aspects prioritaires de l'intégration de la femme et de la prise en compte des facteurs sexospécifiques dans toutes les activités principales. Cette action s'inscrit surtout dans le cadre de la Plate-forme d'action de Beijing et du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle vise également à consolider la position de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les débats auxquels les pays seront appelés à participer à l'échelon international dans le contexte des Nations Unies. Le Secrétariat prévoit de poursuivre les études et les recherches actuellement en cours et d'entreprendre de nouveaux travaux au cours de la période biennale.

Le dernier objectif, qui répond aux mandats du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), est de canaliser les efforts des divisions et d'autres groupes organisationnels de la CEPALC afin que les facteurs de sexospécificité soient incorporés à tous leurs programmes et projets. A cet effet, les activités amorcées durant la période biennale antérieure devront être poursuivies, ce qui implique la réalisation d'un travail systématique de collaboration avec les différents groupes et divisions de la CEPALC afin de mettre au point et appliquer des mécanismes et des méthodologies spécifiques. Cette activité correspond à la recommandation faite aux commissions régionales de jouer un rôle de catalyseur dans l'échange de données d'expériences et de pratiques optimales pour favoriser la prise en compte des

facteurs de sexospécificité. Le Secrétariat poursuivra donc le suivi des différents sous-programmes et renforcera la coordination interinstitutions, en particulier au sein du système des Nations Unies.

La réalisation des activités de ce sous-programme qui constituent une seule sphère thématique sera confiée au Groupe femme et développement.

## 1. Activités

### a) Organisation de réunions intergouvernementales et prestation des services d'appui correspondants

i) Huitième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes; élaboration des rapports d'activités du Secrétariat et des documents de fond qui seront présentés à la Conférence.

ii) Quatre réunions du Bureau de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes; élaboration des rapports d'activités du Secrétariat et des documents de fond.

### b) Organisation de réunion d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunions d'experts afin d'étudier les principaux aspects du Programme d'action régional en faveur des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes. Quatre réunions sont prévues pendant la période biennale pour aborder les thèmes suivants: i) les politiques visant à l'élimination de la pauvreté et leurs effets variables en fonction du sexe; ii) l'adaptation de la législation des pays de la région en fonction de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; iii) les approches théoriques et méthodologiques sur les femmes et le développement; et iv) certains problèmes émergents ou prioritaires dans la région à l'horizon 2001-2006.

### c) Prestation de services d'appui aux réunions interinstitutions

Deux réunions interinstitutions avec des organisations et des institutions spécialisées des Nations Unies pour lesquelles seront élaborés les documents de fond et les rapports pertinents.

### d) Publications périodiques

Quatre numéros de la série "Mujer y desarrollo" dans lesquels seront abordés certains thèmes tels que les répercussions des changements du système de production intervenus dans les pays de la région sur l'emploi féminin; la consolidation institutionnelle des organisations et des organismes gouvernementaux responsables des politiques et des programmes destinés aux femmes; les politiques visant à résorber la pauvreté et leurs effets variables en fonction du sexe, et l'étude des approches théoriques et méthodologiques sur les femmes et le développement.

### e) Autres publications

i) Une étude sur la situation en matière d'égalité des chances entre hommes et femmes dans le processus de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, et en particulier des principales tendances et des changements intervenus au cours de la période 1997-2000. On prêtera une attention

spéciale à la suite donnée aux politiques et aux plans nationaux destinés aux femmes sur la base de l'analyse des rapports établis par les différents pays; à l'évaluation de la mise en oeuvre des huit orientations stratégiques envisagées dans le Programme d'action régional, et à l'étude des progrès accomplis dans l'application de la Plate-forme d'action de la Conférence mondiale sur les femmes, moyennant les rapports présentés par les pays à la Commission de la condition de la femme et au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

ii) Quatre études sur certains aspects de la prise en compte des facteurs de sexospécificité dans le développement des pays de la région, tels que la législation et les normes nationales favorisant la participation des femmes à l'économie et leur convergence dans le contexte de l'intégration régionale; l'étude, du point de vue de l'identité sexuelle, de certains problèmes liés à la pérennité de l'environnement à préciser; les répercussions, en fonction du sexe, des processus de migration à l'échelon international, rural-urbain et intra-urbain, ainsi que les migrations temporaires ou obéissant à des raisons écologiques, et les effets variables selon le sexe de la modernisation des systèmes de sécurité sociale.

f) Matériel technique

i) Elaboration de trois études sur certains facteurs spécifiques qui contribuent à ce que la question des femmes soit prise en compte dans les travaux du système de la CEPALC. On prévoit d'aborder plusieurs domaines tels que les répercussions des changements du processus de production sur l'emploi féminin; l'étude, du point de vue de l'identité sexuelle, des rapports entre les nouvelles modalités de fonctionnement des économies de la région et l'équité, et les effets de la libéralisation et de la mondialisation des économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur la participation des femmes aux systèmes de production.

ii) Préparation d'une étude sur les expériences de consolidation institutionnelle dans les pays de la région, en particulier sur le plan des rapports et de la coordination entre les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement et les organismes gouvernementaux pertinents (chancelleries, offices de la femme et ministères sectoriels), afin d'assurer le suivi des politiques et des plans nationaux ainsi que des accords internationaux visant à l'amélioration de la condition féminine.

iii) Mise à jour de la Liste d'organismes nationaux responsables des politiques et des programmes en faveur des femmes d'Amérique latine.

g) Matériels et services d'information

Une brochure d'information et de nouvelles brèves élaborée par le Groupe des services de l'information afin de divulguer l'information pertinente avant la réalisation de la Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes.

h) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la mise au point de politiques publiques tenant compte des facteurs liés à l'identité sexuelle, ainsi que pour la consolidation institutionnelle des organismes et organes gouvernementaux responsables des politiques et des programmes en faveur des femmes.

ii) Formation collective

Assistance, sur la demande des pays, aux activités de formation organisées par des organismes gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des universités et des établissements d'enseignement, visant à la prise en compte des facteurs de sexospécificité dans les processus de développement et les politiques publiques.

i) Activités intermédiaires

i) Assistance aux divisions et groupes de la CEPALC afin qu'ils incorporent les facteurs de sexospécificité à leurs activités de fond.

ii) Elaboration d'un manuel de méthodes et procédures visant à la prise en compte des facteurs de sexospécificité dans les projets du système de la CEPALC.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec les entités et organismes gouvernementaux des pays de la région responsables des politiques et des programmes en faveur des femmes, ainsi qu'avec les institutions universitaires et organisations non gouvernementales travaillant dans ce domaine.

On continuera de collaborer avec divers organismes du système des Nations Unies, en particulier la Division de la promotion de la femme, relevant du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW).

On travaillera également en étroite collaboration avec le centre de liaison pour les questions de la femme du siège des Nations Unies à New York et, à l'échelon régional, avec les institutions spécialisées des Nations Unies, notamment pour coordonner les activités qui concernent les femmes.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, responsables de la mise au point et de l'application de politiques, de programmes et des projets relatifs à la prise en compte de l'intégration de la femme sur les plans politique, économique et social. Ces produits seront également d'un grand intérêt pour les organisations non gouvernementales, les universités et les centres de recherche et de promotion intéressés par cette problématique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution de publications, la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts, ainsi que la prestation des services de coopération technique et de formation.

## **SOUS-PROGRAMME 7: POPULATION ET DEVELOPPEMENT**

### Présentation

Dans le contexte de la mondialisation des progrès techniques et des changements culturels, le rapport entre les tendances démographiques et la dynamique socio-économique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pose un certain nombre d'enjeux complexes en termes de connaissances et de mesures de politiques adéquates dans ce domaine.

Le grand nombre de groupes de population, tels que les femmes, les personnes âgées, les jeunes et les populations autochtones, dont le dénominateur commun est une profonde vulnérabilité face à la pauvreté et au dénuement social constitue l'un des principaux obstacles sur la voie de l'équité sociale. De plus, la fécondité étant généralement plus élevée dans les couches les plus pauvres, le nombre d'enfants non désirés y est plus important et l'espérance de vie nettement plus réduite. Une pression considérable est dès lors exercée sur les ressources afin de combler les lacunes en matière de services sociaux —santé, éducation, hygiène en matière de procréation et planning familial— et rompre ainsi le cercle vicieux que représente la transmission de la pauvreté.

Dans ce contexte, les principaux objectifs de ce sous-programme consistent à encourager l'utilisation intensive des données démographiques dans les interventions publiques visant à améliorer l'équité sociale, spatiale et environnementale, moyennant la réalisation d'activités régionales en collaboration avec les gouvernements, une efficacité accrue dans la gestion des programmes et des services, qu'ils soient centralisés ou locaux et la prestation de services de coopération technique et de formation en matière de population.

Le premier objectif consiste à collaborer avec les pays de la région dans la mise en oeuvre et le suivi du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement. Celui-ci traduit l'intérêt porté par les gouvernements à la réalisation d'activités régionales qui conduisent à la formation, à l'échange de données d'expérience, à la recherche et à la prise en compte effective des aspects démographiques dans les politiques publiques de développement.

Un deuxième objectif de ce sous-programme est de mettre les pays mieux à même de tenir compte des variables démographiques dans les politiques, les programmes et les projets sociaux, en particulier lorsqu'ils s'adressent à des groupes prioritaires. Il faut, pour ce faire, suivre de près l'évolution des tendances et des projections de la dynamique démographique et mener des études appliquées à des sous-groupes de population et des secteurs sociaux spécifiques.

Un troisième objectif consiste à collaborer avec les instances de gestion publique des autorités régionales et locales afin de promouvoir l'utilisation des données démographiques, en association avec les données multisectorielles régionales et les référents territoriaux.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001, dont la réalisation relève de la Division de la population (CELADE), comprend quatre sphères thématiques qui concernent la réalisation d'activités de coopération et de formation à l'échelon régional en matière de population et de développement; l'analyse démographique et des projections de population; l'utilisation de l'information démographique et le développement des technologies connexes et l'incorporation des facteurs socio-démographiques aux politiques, programmes et projets de développement.

## 1. Activités

### Sphère thématique 7.1: Coopération et formation à l'échelon régional en matière de population et de développement

#### a) Prestation de services aux réunions intergouvernementales

i) Prestation de services d'appui au Comité spécial de session sur la population et le développement, y compris l'élaboration de documents techniques pour le suivi biennal du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement.

ii) Participation et travaux préparatoires connexes au sein de groupes spéciaux de travail du Comité spécial sur la population et le développement dans des domaines relevant du suivi du Plan d'action régional et des recommandations de la Conférence internationale sur la population et le développement.

#### b) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts chargés d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations du Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement et du Programme d'action adopté lors de la Conférence internationale sur la population et le développement.

#### c) Publications périodiques

Publication de quatre numéros, durant la période biennale, de Notas de población, visant à divulguer les recherches et les études sur la population en Amérique latine.

#### d) Activités opérationnelles

##### Formation collective

i) Cours régionaux intensifs sur l'analyse démographique ou d'autres domaines pertinents en matière de population et de développement, d'une durée de deux à quatre mois, destinés à 15 participants environ par cours (on prévoit la réalisation de deux cours pendant la période biennale).

ii) Coopération avec les instances gouvernementales, les universités, les organisations non gouvernementales et les organismes régionaux et sous-régionaux qui en font la demande afin de collaborer aux activités de formation en vue de l'analyse démographique et de méthodologies en vue de l'élaboration de projections et d'estimations démographiques; la prise en compte opérationnelle des facteurs socio-démographiques dans les politiques, les programmes et les projets de développement; l'utilisation de logiciels de recherche de données de petites aires par micro-ordinateur et des systèmes d'information géographique (WIN-REDATAM/SIG) et la création de bases de données sur la population, et dans certains domaines liés au Plan d'action régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la population et le développement.

e) Activités intermédiaires

Préparation du matériel pédagogique relatif aux matières visées au point c) en vue des activités de formation prévues dans le sous-programme et des activités d'assistance aux programmes gouvernementaux, aux universités et organisations non gouvernementales.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.2: Analyse démographique et des projections de populationa) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts chargés d'analyser les résultats des recensements de l'an 2000 et leur prise en compte dans la formulation de politiques sociales et de programmes de développement.

b) Publications périodiques

Quatre numéros de la publication intitulée Boletín demográfico.

c) Autres publications

i) Deux rapports sur les estimations et les projections de population dans le cadre d'une coordination avec certaines institutions de pays de la région à préciser.

ii) Deux études d'application de l'analyse démographique afin de faciliter les activités de programmation dans les secteurs sociaux (sécurité sociale, éducation ou santé).

d) Matériel technique

i) Mise à jour d'une base de données sur les tendances démographiques, les projections de population par sexe et par âge, et les indicateurs démographiques.

ii) Mise à jour permanente d'une base de données du Programme d'étude de la migration internationale en Amérique latine (IMILA).

e) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la collecte de données, en particulier dans les recensements démographiques; l'analyse démographique; l'élaboration d'estimations et de projections de la population, ainsi que le maniement de méthodologies permettant l'utilisation de données démographiques dans les politiques et les programmes sectoriels. Ces services peuvent également être prêtés au siège de la CEPALC.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.3: Information en matière de population

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts chargés d'étudier et de favoriser l'utilisation et la diffusion des données censitaires de l'an 2000 aux fins de la décentralisation administrative.

b) Publications périodiques

REDATAM informa (deux numéros durant la période biennale).

c) Autres publications

Deux études sur les applications de logiciels en matière de population aux fins de la gestion publique locale.

d) Matériel technique

i) Mise au point et actualisation de logiciels facilitant l'utilisation de l'information relative à la population afin, notamment, de tirer un meilleur parti des données censitaires de l'an 2000, moyennant l'utilisation combinée du système de recherche de données de petites aires par micro-ordinateur et des systèmes d'information géographique (WIN-REDATAM/SIG).

ii) Mise au point de logiciels adaptés aux nouveaux systèmes d'exploitation, en vue de l'analyse démographique et la préparation de projections démographiques.

iii) Edition annuelle de la mise à jour de la base de données bibliographiques en matière de population appelée Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL) sur CD-ROM.

e) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays et organisations et institutions nationales ou régionales qui en font la demande en ce qui concerne la conception et le maniement des logiciels WIN-REDATAM/SIG, et la création de bases de données démographiques, notamment à partir de l'information des recensements de l'an 2000. Ces services pourront également être prêtés au siège du CELADE.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 7.4: Prise en compte des facteurs socio-démographiques dans les politiques, les programmes et les projets de développement

a) Organisation de réunions d'experts et prestation des services d'appui correspondants

Réunion d'experts chargés d'étudier la situation socio-démographique des groupes vulnérables du point de vue social dans la région.

b) Publications

i) Une étude sur les modèles de structuration territoriale de la population dans le contexte des transformations économiques et sociales subies par les pays de la région. On y mettra l'accent sur les conditions de pérennité de l'environnement.

ii) Une étude sur la mobilité territoriale des ressources humaines à l'échelon international et les modalités d'échange de populations qui en résulte, dans certains pays de la région à préciser.

iii) Deux documents d'analyse socio-démographique de groupes particulièrement vulnérables dans certains pays de la région à préciser. Le premier document concernera les personnes du troisième âge vivant dans le dénuement et le deuxième, les jeunes face à l'hygiène en matière de procréation.

iv) Une étude sur les facteurs socio-démographiques utiles à la gestion de politiques sectorielles dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes à préciser.

c) Matériel technique

i) Mise à jour permanente d'une base de données sur la distribution spatiale de la population et l'urbanisation en Amérique latine et dans les Caraïbes (DEPUALC).

ii) Mise au point et développement d'une application du logiciel WIN-REDATAM/SIG à l'analyse socio-démographique de la migration intérieure.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la prise en compte opérationnelle des variables démographiques dans les politiques, les programmes et les projets de développement et certains domaines associés aux politiques et aux programmes en matière de population, de mobilité territoriale de la population, d'urbanisation et de groupes particulièrement vulnérables. Ces services pourront également être prêtés au siège de la CEPALC.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

## 2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités relevant de ce sous-programme seront menées à bien en étroite collaboration avec plusieurs programmes et services du système des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Département de la coopération technique pour le développement des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Division de la population des Nations Unies, la Division de statistique des Nations Unies et le Réseau d'information sur la population des Nations Unies (POPIN), ainsi qu'avec des institutions spécialisées telles que la FAO, l'OPS, le PREALC, l'Unesco, le FISE et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

## 3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les principaux utilisateurs des produits de ce sous-programme seront les autorités et les fonctionnaires gouvernementaux de la région, en particulier les responsables des questions de population dans les ministères de la santé, de l'éducation et du logement, ainsi que les bureaux nationaux de statistique, de même que d'autres organismes et organisations —publics et privés— chargés de l'élaboration, de l'application et de la gestion de programmes, de politiques et de projets dans divers domaines liés à la population, et les bureaux nationaux, régionaux et locaux concernés par le développement économique et social.

Les produits de ce sous-programme s'adressent également aux universités et aux centres d'enseignement et de recherche, ainsi qu'à d'autres institutions concernées par les aspects traités dans ce sous-programme.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des publications et des rapports, les activités de coopération technique, l'organisation de cours, d'ateliers et de réunions, ainsi que par la formation en cours d'emploi de fonctionnaires nationaux.

## **SOUS-PROGRAMME 8: LA PERENNITE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES**

### Présentation

La prise de conscience quant à l'interdépendance étroite qui unit l'environnement et le développement a donné lieu à un souci croissant pour le volet environnemental de ce dernier qui occupe dorénavant une place de première importance parmi les préoccupations internationales et régionales.

A l'aube de ce nouveau millénaire, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles sera essentiellement caractérisée par les éléments suivants: la pression croissante exercée sur ces ressources, en particulier sur l'eau, l'énergie, les minéraux, le sol et la biodiversité; le rôle prépondérant du secteur privé dans la mise en valeur des ressources naturelles et l'octroi de concessions des services basés sur ces ressources; la nécessité de plus en plus urgente de répondre aux problèmes résultant de la pollution et de l'occupation du territoire; l'obligation de respecter les accords multilatéraux en matière d'environnement, tels qu'ils ont été souscrits et ratifiés dans le cadre d'Action 21, ainsi que les accords internationaux portant sur des aspects spécifiques qui auront une incidence sur les activités économiques sectorielles.

Dans ce contexte, ce sous-programme a pour objectif général d'aider les gouvernements de la région à chercher et à appliquer des stratégies propres à renforcer leurs capacités de gestion de l'environnement à la lumière de leurs objectifs de croissance économique et d'équité sociale et, plus particulièrement, à étudier les formules leur permettant de gérer de façon harmonieuse des objectifs viables dans les domaines social, économique et de l'environnement.

Etant donné que les ressources naturelles et l'énergie continueront de jouer un rôle stratégique dans la croissance économique et l'industrialisation de la région, il est indispensable que les différents pays soient mieux à même d'analyser et de formuler des politiques, d'élaborer des normes juridiques et des cadres réglementaires et d'appliquer des mesures propres à promouvoir un développement durable, ainsi que de consolider les mécanismes institutionnels de protection de l'environnement aux niveaux régional, national et local. Il faudra également s'efforcer d'améliorer la capacité d'exploitation, de gestion et de préservation des ressources naturelles et énergétiques, ainsi que des services y afférents.

Ce sous-programme vise en outre à assister les pays dans les activités entreprises dans le cadre de la mise en oeuvre d'Action 21 et, d'une manière plus spécifique, des accords internationaux relatifs à certains aspects de l'environnement tels que l'utilisation et la préservation de la diversité biologique; la mise en valeur rationnelle des écosystèmes terrestres, côtiers et marins; la gestion des ressources naturelles des bassins hydrographiques de façon à améliorer la qualité de l'eau douce et son approvisionnement; la protection de l'atmosphère; les mesures à adopter face aux changements climatiques; et le maniement des produits et des déchets dangereux. L'application de certains accords multilatéraux en matière d'environnement, en particulier en ce qui concerne les déchets dangereux, les forêts, la biodiversité et la protection des ressources marines contre la pollution provenant de sources terrestres, auront une incidence profonde mais encore mal cernée sur certaines activités économiques sectorielles. C'est pourquoi il est important d'en poursuivre l'analyse plus fine.

D'autre part, les taux élevés d'urbanisation observés dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes se traduisent par de graves problèmes sur le plan de l'environnement, notamment en ce qui concerne la gestion urbaine et la forte expansion des établissements humains. Il importera ici de renforcer la capacité des autorités locales afin qu'elles soient en mesure de mobiliser les ressources communautaires requises par le développement et la modernisation de l'infrastructure urbaine, combler le déficit actuel en matière de logements et définir les critères d'utilisation du territoire et des ressources écologiques.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001, dont la réalisation est confiée à la Division de l'environnement et du développement, comprend sept sphères thématiques dans lesquelles sont prévues des activités concernant l'appui à la mise en oeuvre d'Action 21 et des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement; les ressources minières et énergétiques; la mise en valeur multiple et écologiquement rationnelle des ressources en eau; l'assistance technique en vue de la négociation et de l'application d'instruments juridiques internationaux et régionaux en matière d'environnement et de ressources naturelles; l'élaboration de stratégies de gestion aux fins du développement durable; l'économie et l'environnement; et les établissements humains et l'aménagement du territoire.

## 1. Activités

### Sphère thématique 8.1: Appui à la mise en oeuvre d'Action 21 et des recommandations de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

#### a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts visant à analyser le thème de l'éco-tourisme dans le contexte des accords internationaux sur la biodiversité et le sous-secteur forestier.

#### b) Publications non périodiques

i) Une étude sur le rôle du tourisme dans la préservation de l'environnement dans le cadre de la mise en oeuvre d'Action 21.

ii) Une étude sur l'adoption des mesures prévues dans le Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres.

iii) Une étude sur le rôle de la science et de la technologie dans les politiques de développement durable.

iv) Une étude sur la législation, les normes et les capacités institutionnelles des pays de la région dans le contexte de l'application d'Action 21.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en vue de la mise en oeuvre d'Action 21 et des accords multilatéraux en matière d'environnement.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.2: Ressources minières et énergétiquesa) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Préparation des documents techniques sur la situation de l'activité minière dans la région en vue de la Conférence des ministres de l'industrie minière des Amériques.

b) Publications

i) Une étude sur les flux d'investissement et la compétitivité de l'industrie minière des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans le contexte des marchés mondialisés.

ii) Une étude sur la systématisation de la législation minière actuellement en vigueur dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

iii) Une étude sur la réglementation des marchés des produits énergétiques dans certains pays de la région.

iv) Une étude sur l'intégration dans le domaine énergétique en Amérique latine et dans les Caraïbes dans certains espaces sous-régionaux à préciser.

c) Activités intermédiaires

Assistance à la première Conférence interparlementaire sur l'industrie minière et l'énergie en Amérique latine (CIME), à l'Organisation latino-américaine des mines (OLAMI), au Programme de coopération dans le domaine énergétique de l'Union européenne "L'Amérique latine pour l'utilisation rationnelle de l'énergie" (ALURE), ainsi qu'aux associations de chefs d'entreprise des secteurs de l'industrie minière et de l'énergie.

d) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région et aux associations de chefs d'entreprise qui en font la demande en ce qui concerne la politique, la législation et la réglementation des marchés dans les secteurs de l'industrie minière et de l'énergie.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.3: La mise en valeur multiple et écologiquement rationnelle des ressources en eau

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts afin d'étudier les possibilités d'intégrer les principes juridiques, économiques et institutionnels aux politiques relatives à la gestion de l'exploitation multiple de l'eau.

b) Publications

i) Une étude sur les droits coutumiers et des communautés autochtones sur l'eau dans certains pays de la région.

ii) Une étude sur les progrès accomplis dans l'adoption de politiques relatives à l'exploitation multiple de l'eau au niveau des bassins hydrographiques, dans certains cas à préciser.

iii) Une étude sur l'évolution des systèmes de réglementation des monopoles naturels dans les services publics concernés par l'eau.

iv) Une étude comparative sur la situation actuelle et l'évolution de la structure administrative responsable de la gestion de l'eau dans les pays de la région.

c) Matériels et services d'information

i) Circulaire du Réseau de coopération en matière de gestion intégrale des ressources en eau aux fins du développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes (quatre numéros durant la période biennale).

ii) Bulletin d'information sur les cours d'eau et les lacs communs à plusieurs pays (quatre numéros durant la période biennale).

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne la législation, l'organisation d'institutions responsables de la gestion en vue de l'exploitation multiple de l'eau et la réglementation des services publics concernés par les ressources en eau.

ii) Formation collective

Coopération avec les organismes gouvernementaux, les universités et les organisations régionales et sous-régionales qui en feront la demande dans la réalisation d'activités de

formation en matière de gestion de l'exploitation multiple de l'eau, les droits d'exploitation de l'eau et la réglementation des services publics concernés par les ressources en eau.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.4: Assistance technique en vue de la négociation et l'application d'instruments juridiques internationaux et régionaux en matière d'environnement et de ressources naturelles

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts chargés d'étudier la pérennité de l'activité halieutique dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et ses instruments connexes.

ii) Réunion d'experts visant à analyser les modalités de coopération quant à la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique dans certains domaines liés à l'accès aux ressources génétiques.

b) Publications

i) Une étude régionale sur la suite donnée à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et l'Accord des Nations Unies aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs, dans le contexte de la pérennité des ressources halieutiques et de la conservation des écosystèmes.

ii) Une étude sur les politiques propres à stimuler la recherche scientifique marine, à la lumière des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et des principes directeurs de l'Année internationale de l'océan, dans certains pays de la région.

iii) Une étude visant à passer en revue les progrès accomplis au niveau de l'Autorité internationale des fonds marins quant à la prise en compte des facteurs environnementaux dans la formulation de dispositions relatives à la prospection, l'exploration et l'exploitation de la Zone; la biotechnologie des fonds marins; et la situation des pays producteurs terrestres.

iv) Une étude comparative de la législation en matière de protection de la propriété intellectuelle dans le domaine de la biotechnologie, dans le contexte des dispositions de la Convention sur la diversité biologique relatives à l'accès à et au transfert de technologie, ainsi qu'à l'accès aux ressources génétiques.

v) Une étude visant à évaluer les mécanismes propres à assurer le contrôle régional du trafic illicite de produits et de déchets dangereux, tels qu'ils sont prévus dans la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande dans les domaines relevant de l'application des instruments internationaux relatifs à l'environnement et aux ressources naturelles, et de la consolidation de la capacité de négociation au sein des instances pertinentes.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.5: Elaboration de stratégies de gestion aux fins du développement durablea) Publications

i) Une étude comparative sur l'application de procédures de gestion propres à favoriser un développement durable au niveau de territoires délimités selon des critères politiques et administratifs ou géographiques, dans certains pays à préciser.

ii) Une étude sur la capacité des institutions centrales et locales quant à l'application des normes relatives à l'environnement, dans certains pays de la région.

iii) Une étude sur les priorités et les obstacles économiques et sociaux quant à l'application à l'échelon régional de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et ses instruments connexes, notamment dans le cas des Etats insulaires en développement.

b) Activités opérationnellesi) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne la gestion locale propre à favoriser le développement durable dans des territoires délimités en fonction de critères politiques, administratifs ou géographiques.

ii) Formation collective

Coopération avec les organismes gouvernementaux, les universités et les organisations régionales et sous-régionales qui en feront la demande dans la réalisation d'activités de formation en matière de gestion locale propre à favoriser un développement durable.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.6: Economie et environnement

a) Publications

i) Une étude comparative sur les progrès accomplis dans la valorisation des ressources naturelles et l'élaboration d'une comptabilité du patrimoine naturel, dans certains pays de la région.

ii) Une étude sur l'évolution en matière d'application d'instruments économiques aux fins de la gestion de l'environnement.

iii) Une étude sur les clauses environnementales incluses dans les accords d'intégration aux échelons sous-régional, régional ou hémisphérique, qu'ils soient actuellement en vigueur ou en processus de négociation. On cherchera plus particulièrement à renforcer la complémentarité entre les accords multilatéraux en matière d'environnement et de commerce, ainsi que l'insertion sur les marchés mondialisés.

iv) Une étude sur l'incidence exercée par les modifications de la structure de production résultant du nouveau modèle d'insertion internationale au niveau de l'environnement, dans certains pays de la région.

b) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande en ce qui concerne la négociation et la coordination des politiques relatives à l'environnement dans le cadre des accords d'intégration, ainsi que les aspects techniques associés à l'accès aux marchés et aux engagements contractés au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

c) Activités intermédiaires

Assistance technique aux organismes intergouvernementaux aux échelons régional et sous-régional en vue de la prise en compte du facteur environnemental dans les négociations des accords d'intégration.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 8.7: Etablissements humains et aménagement du territoire

a) Prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Elaboration de documents techniques en vue de la Réunion régionale des ministres et des responsables du logement et de l'urbanisme de l'Amérique latine et des Caraïbes qui est tenue tous les deux ans.

b) Publications

i) Une étude régionale sur la mise en oeuvre du Programme d'Habitat (II) du Chapitre 7 d'Action 21 dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

ii) Une étude comparative des méthodologies utilisées dans la région pour formuler les plans d'aménagement du territoire à l'échelon municipal ou local.

iii) Une étude sur les plans d'aménagement du territoire et de réhabilitation urbaine dans certains pays de la région.

d) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande dans les domaines relevant de la gestion des services concernés par les établissements humains et l'aménagement du territoire.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec diverses institutions du système des Nations Unies, telles que le Bureau des affaires juridiques et océaniques et du droit de la mer, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les bureaux régionaux de la FAO et du PNUE, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et les instances compétentes au sein de l'Unesco et la Commission océanographique intergouvernementale (COI), ainsi qu'avec l'OEA et la BID. On espère également établir des rapports de coopération avec l'Organisation mondiale du tourisme.

Des rapports seront en outre établis, en fonction des sphères thématiques abordées, avec des systèmes de coopération bilatérale, des organisations non gouvernementales, des universités et des institutions spécialisées. On cherchera, dans les cas pertinents, à organiser des activités communes avec les institutions nationales et les organisations internationales concernées par les thèmes en question.

Les activités portant sur les ressources en eau seront réalisées avec la collaboration de la Commission sur le développement durable, le Sous-Comité pour le développement des ressources en eau du Comité administratif de coordination (CAC) des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations et institutions internationales telles que la FAO, l'OEA, l'Unesco, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la BID et la Banque mondiale.

Dans le domaine de l'énergie et de l'industrie minière, on continuera de coopérer, respectivement, avec l'OLADE et l'OLAMI.

### 3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région directement concernés par les domaines de la gestion de l'environnement et du développement durable, ainsi que par la programmation, la coordination et la gestion des ressources naturelles et énergétiques et, pour certains produits, les responsables des établissements humains, en particulier les ministères du logement et de l'urbanisme.

Ces produits seront également utilisés par les organisations régionales et sous-régionales, les universités, les centres de recherche fondamentale et appliquée, ainsi que par d'autres organismes et organisations non gouvernementales, en particulier par les associations techniques et professionnelles, syndicales et patronales concernées par les thèmes abordés.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et d'information, les activités de coopération technique, les consultations et de contacts périodiques et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

## **SOUS-PROGRAMME 9:      GESTION STRATEGIQUE ET REFORME DE L'ETAT**

### Présentation

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont de plus en plus conscients, à l'échelon politique, qu'il existe une convergence et une complémentarité entre les fonctions du marché et celles de l'Etat. La consolidation de la démocratie et la construction de sociétés plus justes exigent, de la part de l'Etat, de nouvelles modalités d'intervention qui soient compatibles avec le fonctionnement de l'économie de marché. Ces nouvelles modalités d'intervention ne peuvent ni restreindre ni altérer la dynamique du marché et de l'initiative privée et doivent, dans le même temps, combler leurs éventuelles déficiences et remédier à leurs débordements. Des interventions similaires à celles qui se produisaient dans le passé sont aujourd'hui inconcevables: elles doivent désormais être sélectives, transparentes, efficaces, d'une durée et d'un coût connus et acceptés à l'avance. Elles doivent également faire l'objet d'évaluations périodiques et d'une diffusion objective. Les Etats respectueux de ces principes et des exigences du développement effectueront des interventions très justifiées qui, en atténuant l'hétérogénéité structurelle, contribueront à élargir les marchés et favoriseront les activités d'entreprises qui autrement n'auraient pu être viables. La réglementation a acquis une importance telle qu'elle peut devenir l'un des moyens les plus efficaces pour que l'Etat accomplisse les fonctions qui lui sont propres.

Dans le contexte de l'équité, il sera de plus en plus indispensable d'identifier des unités territoriales au sein des pays de façon à faciliter l'établissement de diagnostics actualisés et la formulation de stratégies et de programmes gouvernementaux. L'Etat se voit donc confronté à des responsabilités et des fonctions d'un nouveau genre. Les activités de ce sous-programme s'inscrivent donc dans un cadre de référence constitué par l'adaptation de la structure de l'Etat, la modernisation de ses méthodes de travail, le caractère plus professionnel des fonctionnaires publics et la nécessité d'une vision stratégique.

Les activités prévues pour la période biennale 2000-2001 comprennent les tâches confiées à l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale. Elles sont regroupées en cinq sphères thématiques qui incluent la réalisation d'activités —essentiellement de formation, de recherche appliquée et de services consultatifs— dans le domaine de la programmation du secteur public, le développement et la gestion locale; les politiques et la planification régionales; les projets et les programmes d'investissement, et la coopération entre organismes de planification d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les activités relatives à la programmation du secteur public s'inscrivent dans le cadre de trois grands types de démarches. Le premier, de type plus global, concerne l'interaction entre les réformes économiques et la gestion publique stratégique et se concentre sur le développement de nouvelles capacités institutionnelles qui répondent aux fonctions publiques résultant du nouveau mode d'intervention dans l'économie et selon la viabilité des modifications du projet politique. Le deuxième type d'action est associé à la formulation de politiques publiques, l'optimisation au niveau de leur application dans le cadre de systèmes intégrés d'administration financière, ainsi que la mise au point de méthodologies et de procédés d'évaluation. La troisième catégorie d'activités est orientée vers l'analyse des innovations organisationnelles et de cas de développement institutionnel dérivés des processus de privatisation, de déréglementation des activités économiques et de création de cadres réglementaires pour les secteurs naturellement peu compétitifs.

Les activités prévues dans le domaine du développement et de la gestion locale visent à la mise au point de méthodologies propres à faciliter la compréhension du développement économique local et la création d'instruments pertinents de gestion locale. On attachera une importance particulière à certains aspects tels que la mise sur pied de systèmes d'information à référents géographiques pouvant servir de base à la prise de décisions à l'échelon local; la conception de systèmes d'élaboration des budgets municipaux; la formulation de programmes d'investissement dans certains secteurs productifs et sociaux, et l'étude de mécanismes spécifiques visant à la consolidation de sociétés locales de développement à partir des municipalités.

Dans le domaine de la planification et des politiques régionales, la priorité sera accordée à l'analyse de la gestion de ces dernières, ainsi qu'à l'étude comparative des processus de développement régional et de décentralisation réalisés dans certains pays de la région.

Finalement, pour ce qui est des projets et de la programmation des investissements, on prévoit la réalisation d'une analyse méthodologique et opérationnelle des activités liées à l'identification, à la préparation, à l'évaluation, au suivi et au contrôle des projets d'investissements locaux et leur adaptation au nouveau contexte issu des réformes économiques et du processus de modernisation de l'Etat.

## 1. Activités

### Sphère thématique 9.1: Programmation du secteur public

#### a) Publications

i) Une étude sur le degré d'avancement des processus de réforme économique dans les pays de la région.

ii) Une étude des méthodologies d'évaluation des répercussions des politiques publiques appliquées dans certains pays de la région sur la croissance à long terme.

iii) Une étude sur le cadre institutionnel des politiques de réglementation macro-économique.

iv) Une étude sur la conception stratégique des services d'infrastructure de base.

#### b) Matériels et services d'information

i) Brochures de diffusion du Cours international sur les réformes et la gestion publique stratégique (une par année de la période biennale).

ii) Brochures de diffusion du Cours Séminaire international sur la gestion publique (une par année de la période biennale).

c) Activités opérationnellesi) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la programmation du secteur public.

ii) Formation collective

- Cours international sur les réformes économiques et la gestion publique stratégique, destiné à quelque 35 fonctionnaires gouvernementaux de niveau moyen et supérieur concernés par les questions économiques et membres d'universités des pays de la région (un cours par chaque année de la période biennale).

- Cours Séminaire international sur la gestion publique, destiné à quelque 25 fonctionnaires gouvernementaux de niveau moyen et supérieur des pays de la région.

d) Activités intermédiaires

Promotion, direction et coordination des cours; sélection des participants; conception des plans d'études; organisation et préparation du matériel pédagogique et réalisation d'ateliers et de séminaires.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 9.2: Développement et gestion à l'échelon locala) Réunions techniques

i) Une réunion technique pour analyser des cas de développement économique local dans les pays de la région, en particulier dans le secteur des entreprises.

ii) Une réunion technique pour étudier les progrès accomplis dans la création de systèmes d'information à référents géographiques en vue de la prise de décisions à l'échelon local dans les pays de la région.

b) Publications

i) Quatre études méthodologiques sur le développement et la gestion à l'échelon local, notamment en termes d'expansion de la production, de création d'emplois et de projets sociaux.

ii) Une étude méthodologique sur les systèmes d'information à référents géographiques à l'échelon local, comprenant la mise au point d'un logiciel.

c) Matériels et services d'information

i) Brochures de diffusion du Cours international sur le développement et la gestion à l'échelon local (une par année de la période biennale).

ii) Brochures de diffusion du Cours international sur la préparation et l'évaluation de projets de sécurité communautaire (une par année de la période biennale).

d) Activités opérationnellesi) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne le développement économique et la gestion à l'échelon local.

ii) Formation collective

- Cours international sur le développement et la gestion à l'échelon local (un par année de la période biennale). Des cours nationaux sur le même sujet pourront être réalisés dans les pays qui en feront la demande.

- Cours international sur la préparation et l'évaluation de projets de sécurité communautaire (un par année de la période biennale). Des cours nationaux sur le même sujet pourront être réalisés dans les pays qui en feront la demande.

e) Activités intermédiaires

Promotion, direction et coordination des cours; sélection des participants; conception des plans d'études; organisation et préparation du matériel pédagogique et réalisation d'ateliers et de séminaires.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 9.3: Politiques et planification régionalesa) Réunions techniques

i) Une réunion technique sur la gestion des politiques publiques territoriales en Amérique latine par rapport à celles appliquées dans ce domaine en Europe.

ii) Une réunion technique sur les nouvelles approches en matière de développement régional.

b) Publications

i) Une étude sur les indicateurs de problèmes environnementaux et territoriaux en vue de la détection précoce de solutions.

ii) Une étude sur les méthodologies d'analyse aux fins de l'évaluation des structures économiques et de pouvoir à l'échelon territorial.

iii) Une étude sur les processus de décentralisation dans les pays de la région.

c) Matériels et services d'information

Brochures de diffusion des cours internationaux sur les politiques et la planification régionales (une par année de la période biennale).

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne la gestion des politiques publiques territoriales.

ii) Formation collective

Deux cours internationaux sur les politiques et la planification régionales, d'une durée de cinq semaines, destinés à quelque 25 participants par cours (un par année de la période biennale).

e) Activités intermédiaires

i) Promotion, direction et coordination des cours; sélection des participants; conception des plans d'études; organisation et préparation du matériel pédagogique et réalisation d'ateliers et de séminaires.

ii) Rédaction et application d'accords de coopération avec des universités et des organismes sous-régionaux dans des domaines liés aux politiques et à la planification régionales.

iii) Mise à jour du réseau LIDER (Laboratoire intégré sur la conception de stratégies régionales) de chercheurs dans le domaine des politiques et de la planification régionales.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 9.4: Projets et programmation des investissements

a) Réunions techniques

Une réunion technique pour étudier le fonctionnement des systèmes nationaux d'investissement public en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le contexte des dernières réformes économiques.

b) Publications

i) Quatre manuels sur la préparation et l'évaluation de projets d'investissement local mettant l'accent sur la complémentarité entre l'investissement public et privé.

ii) Un document sur les nouvelles modalités de gestion et de contrôle de projets d'investissement local.

c) Matériels et services d'information

i) Brochures de diffusion de cours internationaux sur l'identification, la préparation et l'évaluation des projets d'investissement local.

ii) Brochures de diffusion du Cours international sur l'enseignement à distance (une par année de la période biennale).

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la région qui en font la demande en ce qui concerne les systèmes nationaux d'investissement public et de gestion intégrale de projets d'investissement.

ii) Formation collective

- Deux cours internationaux sur l'identification, la préparation et l'évaluation de projets d'investissement à l'échelon local (un par année de la période biennale). On prévoit en outre la réalisation de deux cours nationaux sur le même sujet dans les pays qui en feront la demande.

On espère, sur la base d'un projet pilote en matière d'enseignement à distance, consolider ce type d'activités moyennant la réalisation d'un cours régional annuel orienté vers la mise en oeuvre de projets de développement à l'échelon local.

e) Activités intermédiaires

Promotion, direction et coordination des cours; sélection des participants; conception des plans d'études; organisation et préparation du matériel pédagogique et réalisation d'ateliers et de séminaires.

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 9.5: Coopération entre organismes de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes

a) Réunions intergouvernementales

Organisation et prestation de services techniques et d'appui aux réunions des organismes nationaux de planification: i) vingt-et-unième réunion du Conseil régional de planification; et ii) vingt-deuxième réunion du Bureau directeur du Conseil régional de planification.

b) Publications

Publication de quatre numéros du Boletín del Instituto (deux par année de la période biennale).

La réalisation de ces activités dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec les organismes nationaux de planification de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu'avec les universités et les centres de recherche, les organismes privés et les organisations non gouvernementales concernés par la planification et la coordination des politiques publiques.

D'autres organisations seront également contactées d'une façon spécifique en fonction de la sphère thématique telles que l'Institut international d'administration publique du gouvernement français (IIAP), le Secrétariat général de la planification et du budget du gouvernement espagnol, l'Association interaméricaine pour le budget public (ASIP), des universités de la région, des sociétés de développement et des associations de municipalités.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et aux fonctionnaires gouvernementaux des pays de la région, en particulier lorsqu'ils font partie d'organismes de planification et de coordination des politiques économiques et sociales aux niveaux régional, national, des états fédérés et local, ainsi que toutes les personnes chargées de réaliser des activités de planification, de programmation et de gestion dans d'autres organisations et entreprises publiques.

Certains produits seront également utilisés par diverses institutions de la société civile, telles que les groupes et les partis politiques, les associations patronales, syndicales et professionnelles, ainsi que les universités et d'autres établissements d'enseignement et de recherche.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériels et la prestation de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

## **SOUS-PROGRAMME 10: STATISTIQUES ET PROJECTIONS ECONOMIQUES**

### Présentation

Les réformes économiques, sociales et institutionnelles entreprises par les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que l'émergence progressive de nouvelles modalités de développement ont donné lieu à une forte demande d'information et d'études prospectives, aussi bien dans le secteur public que dans le privé.

Ce sous-programme, qui relève de la Division des statistiques et des projections économiques, prévoit, pour la période biennale 2000-2001, la réalisation d'un ensemble d'activités qui poursuivent quatre grands objectifs. Le premier est de mettre la CEPALC et les gouvernements de la région mieux à même de produire les statistiques et les projections requises par la formulation et le suivi des nouvelles politiques appliquées dans le cadre des réformes institutionnelles actuellement en cours, à l'échelon national pour les gouvernements et au niveau de l'information régionale comparable pour la CEPALC.

Le deuxième objectif consiste à continuer de favoriser l'introduction, dans la région, de nouvelles technologies axées, en particulier, sur la diffusion de grands volumes d'information aux secteurs public et privé. On se propose également d'avoir recours à de nouvelles méthodologies pour mettre à la portée des usagers l'information contenue dans les bases de donnée de la CEPALC et les analyses quantitatives élaborées sur la base de cette information.

Le troisième objectif de ce sous-programme concerne la création, l'adaptation et l'incorporation, en étroite collaboration avec les organismes nationaux, de systèmes de statistiques dans les domaines économique, social et de l'environnement de façon à répondre aux nouvelles demandes d'information à l'échelon régional. Le nouveau Système de comptabilité nationale (SCN), ainsi que les statistiques relatives à l'emploi, la distribution du revenu, la pauvreté et les groupes vulnérables, et l'environnement sont des domaines prioritaires à cet égard.

Le quatrième objectif est de renforcer la capacité de la région pour identifier les tendances et les principaux enjeux économiques et sociaux résultant des nouveaux processus de développement afin d'en faciliter la compréhension et le suivi. On effectuera également une synthèse des principales projections de l'économie mondiale réalisées à l'échelon international, dans laquelle seront mis en relief les aspects qui concernent plus directement la région.

Pour atteindre ces objectifs, les activités de ce sous-programme sont regroupées en cinq sphères thématiques: banque de données statistiques et diffusion de statistiques et d'indicateurs régionaux; la comptabilité nationale et le développement économique; coopération technique avec les Etats membres et divers organismes régionaux de statistique; évaluation et analyse prospective du processus de développement des pays de la région, et statistiques et analyse quantitative des processus sociaux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour ce qui est de l'information à l'échelon régional, les activités consisteront à entretenir, mettre à jour et développer les banques de données existantes, notamment à la lumière des nécessités dérivées du processus de transformation économique et sociale qui se déroule dans la région. On s'efforcera de faciliter l'accès des usagers, compte tenu de la participation de nombreux opérateurs,

tant publics que privés, au processus de développement. On s'attachera également à perfectionner les systèmes de collecte, de traitement et de diffusion de l'information de façon à tirer parti des rapides progrès technologiques qui caractérisent ce domaine.

Dans le domaine de l'information économique, il s'agira de favoriser le développement de systèmes statistiques qui permettent de saisir les principales caractéristiques des modalités de croissance émergentes dans la région. La nouvelle version du SCN autorise l'incorporation systématique de l'information relative au fonctionnement de l'économie mondiale et des économies régionales. Les divisions de statistique des commissions régionales sont les points de convergence des activités visant à la mise sur pied de ce système. Il en va de même pour les nouvelles classifications des dépenses et des produits et activités adoptées par les Nations Unies. D'autre part, la Division des statistiques et des projections économiques travaillera en étroite collaboration avec les organismes de statistiques de la région sur le transfert des nouvelles technologies et méthodologies adoptées à l'échelon international. Des activités de coopération technique seront menées avec des organisations internationales et on encouragera la coopération entre pays de la région et d'autres régions du monde en développement.

D'autre part, les processus de développement économique et social seront évalués selon une optique à moyen et à long terme afin de mettre en relief les domaines susceptibles de présenter les plus grandes difficultés. On analysera donc l'insertion internationale des pays de la région et son rapport avec différentes modalités de croissance, sur la base des études sur la mondialisation et la structure de l'appareil de production. On portera une attention particulière aux aspects de l'économie mondiale susceptibles d'influer sur le développement économique et social de la région, tels que les modifications intervenues au niveau de l'intermédiation financière. L'étude des principales tendances économiques et sociales observées au sein et en-dehors de la région aura pour objet de faciliter l'élaboration et l'évaluation des politiques. Il s'agira d'analyser les aspects structurels et la diffusion sociale de la croissance économique. On élaborera également une synthèse des principales projections réalisées à l'échelon international afin d'en faciliter l'utilisation en Amérique latine et les Caraïbes.

Compte tenu des profondes modifications sociales et environnementales engendrées par la transformation économique, les changements démographiques et politiques et les réformes institutionnelles, de nouvelles méthodologies seront adaptées et développées pour mettre sur pied des banques de données relatives à l'emploi, la répartition du revenu, ainsi que la pauvreté et la situation des groupes vulnérables, les considérations environnementales, etc. On prévoit également de participer à l'adoption de nouveaux instruments statistiques et de mettre au point des méthodologies permettant l'utilisation, l'analyse et la diffusion de l'information relative aux indicateurs sociaux.

Dans ce dernier domaine et eu égard aux contraintes financières, la CEPALC se limitera essentiellement à organiser les activités de transfert de technologie sollicitées par les Directeurs d'organismes nationaux de statistique sur la base des travaux réalisés par les bureaux de statistique de la région et par les organismes internationaux d'avant-garde dans ce domaine.

## 1. Activités

Sphère thématique 10.1: Banque de données statistiques sur l'Amérique latine et les Caraïbes, et diffusion de statistiques et d'indicateurs régionaux

### a) Publications périodiques

i) Anuario estadístico de América Latina y el Caribe (deux numéros pendant la période biennale, ou des éditions équivalentes ou complémentaires en format électronique).

ii) Synthèse statistique et estimation du Balance preliminar anual de la economía de América Latina y el Caribe (deux publications pendant la période biennale).

iii) Indicadores principales de coyuntura (huit publications pendant la période biennale, une par trimestre).

### b) Matériel technique

Entretien, mise à jour et développement des bases de données existantes et création de nouvelles bases de données relatives à de nouveaux domaines. Organisation, développement et entretien de systèmes d'accès aux bases de données permettant une utilisation plus fluide et rapide de l'information. Amélioration des mécanismes de connexion avec les réseaux informatiques internes de la CEPALC et avec le système d'information économique et sociale des Nations Unies. Mise sur pied de réseaux régionaux et création de bureaux nationaux de statistique afin de faciliter la collecte et l'échange de données.

### c) Activités intermédiaires

i) Préparation de l'information statistique en vue de l'élaboration de l'Estudio económico de América Latina y el Caribe.

ii) Appui statistique aux activités interdivisions et aux projets de la CEPALC.

Sphère thématique 10.2: La comptabilité nationale et le développement économique

### a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale (SCN) et du nouveau questionnaire sur la comptabilité nationale des Nations Unies, et d'élaborer des programmes de coopération régionale en la matière.

### b) Publications périodiques

Cuadernos estadísticos de la CEPAL, deux numéros pendant la période biennale consacrés, respectivement, aux statistiques du secteur extérieur et aux séries régionales de comptabilité nationale.

c) Autres publications

i) Deux rapports sur la mise en oeuvre du nouveau Système de comptabilité nationale des Nations Unies dans les pays.

ii) Deux études portant, respectivement, sur les indices de production sectorielle et sur les prix intérieurs.

iii) Un rapport sur les statistiques du secteur extérieur.

iv) Un rapport sur les statistiques du commerce international des services.

d) Activités intermédiaires

i) Diffusion, dans les pays de la région, des progrès accomplis dans les principaux groupes techniques fonctionnant, à l'échelon international, dans le domaine des statistiques économiques sous l'égide de la Commission de statistique des Nations Unies et relatifs aux politiques d'élaboration et de diffusion de l'information. Une importance particulière sera accordée aux domaines dans lesquels la transformation économique actuellement en cours pose de sérieuses exigences qui restent encore sans réponse.

ii) Participation à l'élaboration de manuels techniques sur le nouveau Système de comptabilité nationale et collaboration avec les pays quant à la sélection du matériel présentant pour ces derniers un intérêt particulier. Collaboration à la préparation et la distribution de la version en espagnol de SNA News and Notes.

Sphère thématique 10.3: Coopération technique avec les Etats membres et avec divers organismes régionaux de statistique

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Réunion des directeurs de statistique des Amériques, en l'an 2000. Cette activité comprend la préparation de programmes de coopération technique dans différents domaines et d'autres documents pertinents.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'évaluer le système régional de données conjoncturelles et l'extension de la couverture thématique.

c) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux Etats membres ou organismes de statistique qui en feront la demande, en ce qui concerne l'organisation statistique, les statistiques économiques et la comptabilité nationale, les techniques de diffusion électronique des données

statistiques et la mise au point de modèles et de méthodologies de projection en vue de l'élaboration et de l'application de politiques et de stratégies de développement.

d) Activités intermédiaires

Coordination d'un programme commun de travail avec les pays. Les bureaux de statistique des pays de la région ont mis sur pied un programme de coopération régionale dans le domaine des statistiques relatives à l'environnement. La CEPALC et le gouvernement du Mexique parrainent et réalisent des activités dans ce domaine, lesquelles consistent essentiellement à diffuser les expériences réussies et les nouvelles méthodologies adoptées par des pays développés de la région dans d'autres pays moins avancés dans ce domaine. A partir de ces activités, on prévoit la publication d'études et la réalisation d'ateliers au cours de la période biennale.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 10.4: Evaluation et analyse prospective du processus de développement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les aspects méthodologiques et de fond des études prospectives et des projections économiques.

b) Publications

i) Deux études d'évaluation à moyen et à long terme des principales tendances productives et de diffusion sociale de certains pays d'Amérique latine.

ii) Deux études sur les répercussions structurelles du processus de mondialisation et des réformes macro-économiques et institutionnelles dans certains domaines tels que l'accumulation de capital, le budget public, les équilibres commerciaux et financiers extérieurs et les prix relatifs.

iii) Deux études sur les projections macro-économiques globales et sectorielles à moyen et à long terme.

iv) Deux synthèses des principales études prospectives de l'économie mondiale dans certains domaines prioritaires pour la région, centrées, en particulier, sur les aspects de la mondialisation liés à la structure de l'appareil de production et à l'intermédiation financière.

v) Quatre publications sur des phénomènes structurels caractéristiques de la situation actuelle des pays latino-américains et sur les perspectives de l'économie mondiale et de l'Amérique latine. Ces publications feront l'objet d'une vaste diffusion.

Sphère thématique 10.5: Statistiques et analyse quantitative des processus sociaux en Amérique latine et dans les Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts en statistique et en indicateurs sociaux afin d'étudier le développement des enquêtes sur les ménages sur les plans technique et méthodologique et leur incorporation à un système d'information sociale, et l'utilisation de sources diverses afin d'analyser la pauvreté et l'équité et mettre au point des politiques sociales (quatre réunions sont prévues durant la période biennale).

ii) Réunions d'experts destinées à analyser les méthodologies et les procédures permettant aux pays d'intégrer le calcul d'indicateurs comparables à l'échelon international dans le domaine de l'environnement (deux réunions sont prévues durant la période biennale).

b) Publications périodiques

Elaboration des éditions annuelles du Panorama social de América Latina, en collaboration avec la Division des statistiques et des projections économiques et la Division du développement social.

c) Autres publications

Quatre rapports sur les estimations de la répartition du revenu, la pauvreté, l'emploi et d'autres indicateurs sociaux.

d) Matériel technique

Entretien et mise à jour des bases de données existantes et création de bases de données dans de nouveaux domaines.

e) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux Etats membres et aux organismes régionaux qui en font la demande dans les domaines suivants:

- Les enquêtes sur les ménages, les statistiques et les indicateurs sociaux, ainsi que la quantification, la description et l'analyse du phénomène de la pauvreté.

- L'organisation d'ateliers ou de séminaires sur l'application des recommandations de la Commission de statistique des Nations Unies dans les domaines de l'élaboration d'information en matière sociale, des méthodologies d'analyse des situations de pauvreté et des techniques spécialisées, y compris l'informatique.

ii) Formation collective

Formation en ce qui concerne l'estimation et l'utilisation d'indicateurs sociaux relatifs à la distribution du revenu, aux situations de pauvreté et aux caractéristiques de l'emploi de différents groupes sociaux.

f) Activités intermédiaires

Appui statistique aux études et projets de la CEPALC.

La réalisation des activités opérationnelles et, en partie, des activités mentionnées aux points a)i et ii) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées de façon coordonnée et en étroite collaboration avec la Division de statistique des Nations Unies, les commissions économiques régionales des Nations Unies et les secrétariats des organismes régionaux d'intégration. On travaillera également en contact avec les bureaux nationaux de statistique des Etats membres. Les travaux relatifs aux statistiques économiques, à la comptabilité nationale et aux indicateurs du développement économique seront effectuées en coordination avec celles de la Banque mondiale, de la BID, de la FAO, de l'OMC, de l'Office statistique de l'Union européenne (EUROSTAT) et de la CNUCED.

Les activités de coopération technique et de formation en matière de statistique seront réalisées en étroite coordination avec le PNUD, la Division de statistique des Nations Unies, en particulier la section de la comptabilité nationale, le Programme visant à l'amélioration des enquêtes sur les conditions de vie en Amérique latine et aux Caraïbes (BID, Banque mondiale et CEPALC), les bureaux régionaux des institutions spécialisées du système des Nations Unies et le Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement de la Communauté européenne (CESD-Madrid). Certaines activités seront menées avec la collaboration du Centre d'études monétaires latino-américaines (CEMLA), l'OEA et la CNUCED.

Les activités en matière de projections économiques seront menées à bien en étroite collaboration avec la Division des politiques et de l'analyse du développement du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques des Nations Unies et avec le Centre de recherche du projet Link; des contacts seront régulièrement établis auprès d'autres centres et d'institutions spécialisées du système des Nations Unies, ainsi qu'avec des organismes gouvernementaux des pays de la région.

3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les principaux utilisateurs des produits de ce sous-programme seront les institutions gouvernementales des Etats membres, en particulier les bureaux nationaux de statistique, les banques centrales et les ministères du secteur économique, de même que les associations patronales, syndicales et technico-professionnelles associées aux secteurs productifs, les universités, les centres de recherche, les organismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et autres organisations, publiques ou privées,

ayant besoin d'une information comparable des pays de la région, notamment les experts du PNUD et d'autres institutions des Nations Unies chargés d'élaborer des rapports et des projets de coopération technique.

En matière de projections économiques, les principaux utilisateurs seront les agents publics et privés chargés d'élaborer des politiques devant tenir compte des perspectives des pays de la région.

Les utilisateurs devront avoir un accès direct, par des média électroniques, aux banques de données en ligne, ainsi qu'aux études, ou une synthèse de leur contenu, élaborées dans le cadre du sous-programme. Les utilisateurs seront également contactés moyennant la distribution des documents et des publications, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques, et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

## **SOUS-PROGRAMME 11:           ACTIVITES SOUS-REGIONALES AU MEXIQUE ET EN AMERIQUE CENTRALE**

### Présentation

Au cours de la décennie qui s'achève, les pays de la sous-région ont mené à bien des réformes économiques structurelles, des programmes de modernisation et des accords commerciaux et d'intégration visant à adapter l'économie et la société aux aléas du contexte international d'ouverture et de mondialisation de la production, du commerce et des courants financiers.

A l'aube du nouveau millénaire, les réformes économiques et sociales actuellement en cours seront consolidées et les processus sous-régionaux de modernisation, de déréglementation, d'ouverture et de complémentarité commerciale et productive auront acquis une certaine maturité.

Un facteur important est l'émergence d'un nouveau profil de politiques publiques déterminé par des réformes budgétaires et du système financier, des processus de privatisation et par l'efficacité accrue au niveau de la mise en oeuvre des politiques sociales.

Sur le plan social, la plupart des pays seront confrontés à un nombre considérable de lacunes à combler dans le cadre d'économies essentiellement caractérisées par la pauvreté. L'exclusion de vastes secteurs de la population constituera donc un des problèmes à aborder en priorité dans les domaines social et économique.

S'il est vrai que la mondialisation offre des opportunités de progrès aux secteurs les plus dynamiques qui sont aussi ceux qui créent les emplois, il n'en est pas moins vrai que de vastes contingents d'individus restent en marge de ce développement. D'une manière générale, cette marginalisation touche plus particulièrement les groupes traditionnellement vulnérables dont l'accès aux fruits de la modernité s'avère de plus en plus restreint. Il s'agit essentiellement de groupes tels que les femmes, les minorités ethniques, les handicapés, les personnes du troisième âge et les jeunes qui devront tous faire l'objet d'une attention prioritaire.

Depuis le début des années 90, d'importantes réformes sont intervenues dans les domaines du commerce extérieur et de l'intégration; tous les pays ont mené à bien des processus de libéralisation des échanges commerciaux et plusieurs accords commerciaux, dont l'Accord de libre-échange nord-américain, sont entrés en vigueur.

Dans le secteur agricole, et dans le monde rural en général, les réformes ont eu des effets mitigés. La libéralisation de l'économie et la pression exercée pour obtenir des gains de compétitivité au niveau de la production ont eu des conséquences positives pour de nombreux producteurs qui ont introduit des innovations technologiques. En revanche, d'autres, dont les paysans dont la production est destinée au marché intérieur, ont assisté à une détérioration de leurs conditions de vie. Il est donc essentiel, pour ces groupes, de maintenir des politiques d'incitation et d'emploi, ainsi que l'assistance technique.

Les dix pays desservis par le bureau sous-régional se trouvent, à la fin du vingtième siècle, à des stades différents de développement industriel et technologique et présentent différents profils de spécialisation productive et modalités d'insertion internationale.

Pour ce qui est du Mexique, l'intégration commerciale avec les Etats-Unis d'Amérique et le Canada offre à la fois des opportunités et des problèmes spécifiques. L'enjeu consistera, au début du vingt-et-unième siècle, à développer une structure industrielle compétitive, caractérisée par une technologie de pointe et une pénétration intensive des marchés internationaux. Cependant, les groupes d'entreprises et les segments de la population qui ne sont pas en mesure de participer à ce processus de modernisation risquent d'en être marginalisés.

A l'autre extrême se trouve Haïti dont l'insertion internationale est basée sur l'exportation de produits de base et les opportunités offertes par le marché international en termes d'utilisation d'une main-d'oeuvre peu qualifiée. Dans ce cas précis, le défi consiste à encourager le développement d'une classe d'entrepreneurs capables d'amorcer des activités productives à plus forte valeur ajoutée, ainsi que d'une structure institutionnelle plus solide.

En ce qui concerne Cuba, le passage progressif à une économie de marché et aux modalités privées de production et de propriété, sans pour autant perdre les acquis sociaux, représente un défi d'une très grande envergure que ce pays est en mesure d'affronter grâce à ses ressources humaines et sa capacité technologique.

Les pays d'Amérique centrale et la République dominicaine possèdent une capacité industrielle installée variable d'un pays à l'autre en termes de compétitivité internationale et de développement technologique. Face à la perspective d'une zone de libre-échange à l'échelon hémisphérique, ces pays se verront dans l'obligation d'améliorer leur compétitivité internationale et la capacité technologique de leur appareil de production.

Dans les pays de la sous-région, la réforme des industries de l'électricité et du pétrole n'en est encore qu'à un stade initial. Elle devrait se consolider au début de ce nouveau millénaire et se traduire par une libéralisation des marchés, une amélioration au niveau de la réglementation et une participation plus active du secteur privé aux activités de génération et de distribution.

Les principaux objectifs de ce sous-programme, qui relève du bureau sous-régional de la CEPALC pour le Mexique et l'Amérique centrale, consistent à analyser les tendances économiques, sociales et productives des pays de la sous-région afin d'apporter aux gouvernements et aux opérateurs privés des instruments utiles à la prise de décision et à la formulation de politiques. Le bureau sous-régional se propose également de prêter son concours à l'élaboration de politiques sectorielles et de mesures économiques, en particulier dans les domaines industriel, énergétique, commercial et agricole, ainsi que d'encourager le débat sur les politiques de croissance et le développement social.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001 est divisé en six sphères thématiques. En ce qui concerne les politiques publiques, l'investissement et la croissance économique, on continuera d'analyser les tendances du comportement économique des dix pays, en particulier en ce qui a trait à la mise en oeuvre de politiques de réforme structurelle. On se penchera également sur la conception et l'application des politiques publiques et les courants d'investissement, notamment l'investissement étranger associé directement aux accords commerciaux et d'intégration.

Les activités relatives aux marchés de l'emploi, à l'égalité entre les sexes et à l'équité seront centrées sur la marginalité, le logement, les services de base et la participation des femmes au développement rural. On poursuivra également l'élaboration d'indicateurs sociaux de base.

Dans le domaine du commerce international et de l'intégration, on analysera l'interdépendance entre le commerce des marchandises et celui des services, ainsi que la compétitivité par secteur. On continuera d'étudier l'évolution de l'intégration en Amérique centrale et les répercussions de la Zone de libre-échange des Amériques pour les pays d'Amérique centrale.

Dans les études relatives à la modernisation et aux politiques agricoles, la priorité sera accordée à la transformation des institutions rurales, à la relation entre les politiques agricoles et les échanges commerciaux, au rapport entre les activités productives et à la pérennité.

En ce qui a trait à la compétitivité industrielle et au progrès technique, les études seront centrées sur les politiques de compétitivité industrielle et le développement des entreprises dans certains pays ou zones moins avancés. On continuera également d'analyser la conjoncture du secteur manufacturier.

Finalement, dans le domaine de l'énergie, plusieurs études seront menées sur les réformes dans les secteurs du pétrole et de l'électricité au Mexique et en Amérique centrale.

## 1. Activités

### Sphère thématique 11.1: Politiques publiques, investissement et croissance économique

#### a) Organisation et prestation de services techniques aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts sur les changements intervenus dans les politiques publiques des pays de la sous-région.

ii) Réunion d'experts sur les tendances et les facteurs déterminants des courants d'investissement étranger dans la sous-région.

iii) Réunion d'experts sur les défis que posent les tendances du développement spatial de la sous-région et les problèmes rencontrés au niveau de la coopération intra-régionale.

#### b) Publications

i) Rapports sur le comportement économique des pays de la sous-région durant la période 1999-2000 (dix documents).

ii) Rapports sur le comportement économique des pays de la sous-région durant la période 2000-2001 (dix documents).

iii) Une étude sur l'évolution des processus de rationalisation de la gestion publique, ainsi qu'au niveau de la conception et mise en oeuvre des politiques publiques dans certains pays de la région.

iv) Une étude sur les caractéristiques de l'entrée de l'investissement étranger direct et des investissements de portefeuille dans la sous-région, et leur contribution à la croissance économique.

v) Une étude des transformations qualitatives et des perspectives de la croissance économique et de l'emploi, sur la base d'une comparaison de certains facteurs déterminants de l'investissement au début et à la fin de la décennie.

c) Matériel technique

i) Participation à l'élaboration du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, éditions 2000-2001. Notes sur l'économie des pays de la sous-région.

ii) Mise à jour et développement de la base de données statistiques économiques et sociales, et préparation d'indicateurs de la conjoncture économique et du développement.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne la mise au point et l'évaluation de politiques publiques et de programmes de développement, de politiques d'encouragement de l'investissement étranger et de politiques économiques relatives au développement spatial aux échelons national et intra-régional.

e) Activités intermédiaires

Assistance technique aux réunions intergouvernementales tenues dans la sous-région.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.2: Marchés de l'emploi, égalité entre les sexes et équité

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts pour examiner certaines questions relatives à la marginalisation et à l'intégration sociale des groupes vulnérables.

b) Publications

i) Une étude sur la marginalisation et l'intégration sociale centrée sur l'identification et l'analyse des aspects à tenir en compte dans la formulation d'une stratégie d'élimination de la pauvreté dans certains pays de la sous-région à préciser.

ii) Une étude sur la situation en matière de logement et de services de base dans certains pays de la sous-région à préciser.

iii) Une étude sur la participation des femmes au développement rural et les mesures à adopter pour renforcer leurs capacités dans ce domaine, dans certains pays de la sous-région à préciser.

iv) Une étude sur les conséquences sociales du redéploiement des activités économiques résultant du processus de mondialisation et les mesures à prendre pour affronter les nouveaux problèmes que cela implique sur le plan social, dans certains pays de la sous-région à préciser.

c) Matériel technique

Elaboration d'indicateurs sociaux de base des pays desservis par le bureau sous-régional.

d) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en matière de développement social et d'équité.

La réalisation des activités opérationnelles et des activités mentionnées au point b)iii) et iv) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.3: Commerce international et intégration

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Une réunion du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale pour analyser les rapports entre le processus d'intégration de l'Amérique centrale et les autres mécanismes d'intégration.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Une réunion d'experts destinée à étudier les rapports entre le commerce des marchandises et celui des services, et à identifier les modalités propres à améliorer l'insertion extérieure des pays et de toute la sous-région.

ii) Une réunion d'experts visant à analyser les éléments déterminants de la compétitivité dans certains secteurs spécifiques et à l'échelon international, et identifier, dans la sous-région, des domaines où les opportunités offertes par la mondialisation puissent être mises à profit et où les éventuels effets néfastes puissent être contrôlés.

c) Publications

i) Deux rapports, un par année, sur l'évolution des politiques commerciales à l'échelon national et le processus d'intégration sous-régional en Amérique centrale. Le premier rapport sera centré sur l'analyse du rapport entre l'investissement et le commerce et le deuxième, sur la coopération régionale au niveau de la facilitation du commerce et de l'adoption de normes régionales.

ii) Une étude sur les rapports intersectoriels entre le commerce de marchandises et des services, notamment du point de vue de sa contribution à l'amélioration de l'insertion extérieure, dans certains pays à préciser.

iii) Une étude de cas visant à analyser les facteurs déterminants de la compétitivité dans certains secteurs spécifiques et à l'échelon international, afin d'identifier des domaines où les opportunités offertes par la mondialisation puissent être mises à profit et où les éventuels effets néfastes puissent être contrôlés.

d) Matériel technique

Mise à jour et développement de la base de données statistiques et de documents sur le commerce, l'intégration économique et la coopération entre les pays de la sous-région.

e) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne le commerce international, l'intégration économique et la coopération régionale.

ii) Formation collective

Organisation d'un cours sur l'insertion commerciale internationale, l'intégration et la coopération économiques, avec la collaboration d'institutions régionales ou nationales.

f) Activités intermédiaires

Appui technique aux réunions intergouvernementales relatives au commerce international, à l'intégration économique et à la coopération régionale tenues dans la sous-région.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Les activités mentionnées aux points e)i) et f) seront menées de façon coordonnée avec le bureau sous-régional pour les Caraïbes.

Sphère thématique 11.4: Modernisation et politiques agricoles

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner certaines questions relatives aux politiques agricoles et au commerce dans le cadre des normes de l'Organisation mondiale du commerce.

b) Publications

i) Une étude sur les institutions rurales et l'équité dans certains pays et régions sous-nationales à préciser.

ii) Une étude sur les politiques agricoles et les échanges commerciaux dans le cadre des normes de l'Organisation mondiale du commerce entre certains pays développés et des pays de la sous-région à préciser.

iii) Une étude sur la structure agraire et le paysannat dans certains pays de la sous-région à préciser.

iv) Une étude sur les activités productives, l'utilisation des ressources naturelles et la pérennité dans certains pays de la sous-région.

c) Matériel technique

i) Collecte, mise à jour, systématisation et diffusion des informations relatives au secteur agricole dans les pays de la sous-région.

ii) Elaboration de l'information, des études et des documents requis pour la réalisation de l'activité mentionnée dans la sphère thématique 11.2, alinéa b), paragraphe iii) sur la participation des femmes au développement rural et le renforcement de leurs capacités dans ce domaine.

d) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne le développement rural et les politiques agricoles.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au paragraphe b) iv) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.5: Compétitivité industrielle et progrès techniquea) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner les problèmes que pose la formation d'une zone de libre-échange à l'échelon hémisphérique en termes de politique de compétitivité industrielle.

b) Publications

Une étude sur les politiques de compétitivité industrielle dans les pays de la sous-région et leur rapport avec le processus de négociation visant à l'intégration commerciale à l'échelon hémisphérique.

ii) Une étude sur le développement des entreprises dans certains pays ou régions moins avancés dans ce domaine.

iii) Deux rapports, un par an, sur l'évolution du secteur manufacturier dans les pays de la sous-région.

c) Matériel technique

i) Mise à jour annuelle des bases de données sur l'industrie manufacturière dans les pays de la sous-région.

ii) Mise à jour, amélioration et diffusion des instruments d'analyse de la compétitivité industrielle.

e) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne la compétitivité industrielle et le développement des entreprises.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 11.6: L'intégration énergétique

a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Prestation de services d'appui au Forum régional énergétique de l'Amérique centrale (FREAC), au Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale (CEAC) et au Comité de coopération des hydrocarbures d'Amérique centrale (CCHAC), notamment lors des réunions annuelles, ordinaires et extraordinaires, convoquées par les secrétariats provisoires respectifs. Cette assistance comprend la réalisation d'études spécifiques sollicitées par ces derniers en vue de leur examen lors des réunions en question.

b) Publications

i) Un rapport sur les progrès accomplis dans les réformes du secteur pétrolier et leur incidence sur l'environnement en Amérique centrale et en République dominicaine.

ii) Une étude sur les processus de réforme de l'industrie électrique au Mexique, en Amérique centrale et en République dominicaine.

iii) Une étude sur les progrès accomplis dans le domaine de l'intégration électrique en Amérique centrale.

iv) Une étude sur les cadres réglementaires des services publics associés au domaine de l'énergie au Mexique, en Amérique centrale et en République dominicaine.

c) Matériel technique

Mise à jour de la base de données sur l'énergie en Amérique centrale.

d) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne l'intégration et la gestion dans le domaine énergétique.

ii) Formation collective

Coopération avec les organismes gouvernementaux et intergouvernementaux, ainsi qu'avec les organisations régionales et sous-régionales qui en feront la demande dans la réalisation d'activités de formation relatives à la gestion dans les domaines économique, énergétique et pétrolier et à la réglementation des services associés au premier de ces domaines.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

## 2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront menées à bien essentiellement moyennant la réalisation d'actions concertées avec le siège de la CEPALC, avec d'autres institutions des Nations Unies et des organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que la CNUCED, l'OMC, le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique (SIECA), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et le Secrétariat du Conseil monétaire d'Amérique centrale (CONMONECA). On s'efforcera en outre d'établir des contacts avec divers organismes représentatifs du secteur privé et des organisations non gouvernementales.

Des consultations spécifiques pourront être effectuées en fonction de la sphère thématique et du type d'activités prévues. Ainsi, les travaux relatifs au commerce international et à l'intégration économique seront menés d'une façon concertée avec la CNUCED, l'OMC, la BID, le SIECA et la BCIE. En outre, divers organismes sous-régionaux et nationaux du secteur privé seront régulièrement consultés, en particulier la Fédération d'organismes privés d'Amérique centrale et du Panama (FEDEPRICAP) et les fédérations des chambres de commerce et de l'industrie d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Pour les activités relatives aux marchés de l'emploi, l'égalité entre les sexes et l'équité, des contacts étroits seront établis avec l'OIT et les ministères du travail des pays de la sous-région.

Les activités relatives à la compétitivité industrielle et la modernisation du secteur agricole seront réalisées en contact permanent avec les organismes gouvernementaux pertinents, ainsi qu'avec la collaboration de diverses organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que la FAO, l'ONUDI, l'IICA, le Conseil agricole centraméricain, le SIECA et l'Institut centraméricain de recherche et de technologie industrielle (ICAITI). On entretiendra également les relations avec des associations de producteurs, des centres de recherche et d'autres entités non gouvernementales, en particulier la Fédération de chambres de commerce et associations industrielles en Amérique centrale (FECAICA) et la Fédération d'organismes privés d'Amérique centrale et du Panama (FEDEPRICAP).

En ce qui concerne l'intégration énergétique, on fera appel à la coopération de l'Organisation latino-américaine de l'énergie, ainsi que du Conseil de l'électrification de l'Amérique centrale, du Forum régional énergétique de l'Amérique centrale et du Comité de coopération des hydrocarbures d'Amérique centrale, de la BCIE et de la BID.

### 3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et fonctionnaires gouvernementaux chargés des affaires économiques et sociales et l'élaboration et l'application de politiques, de programmes et de projets dans les domaines pertinents, ainsi que les organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération. Ces produits pourraient servir d'éléments de référence à ce type d'utilisateurs pour la formulation de propositions dans leurs domaines de compétence respectifs.

Ces produits seront également utiles à d'autres institutions des secteurs public et privé, telles que les associations patronales, syndicales et professionnelles, ainsi que les universités, les centres de recherche appliquée, de développement et de diffusion technologique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

## **SOUS-PROGRAMME 12:            ACTIVITES SOUS-REGIONALES DANS LES CARAIBES**

### Présentation

D'ici à l'an 2000, les pays des Caraïbes devraient, selon les estimations, avoir adopté des mesures de stabilisation et d'ajustement des économies et consolidé le premier train de réformes institutionnelles. La mondialisation a imposé des défis considérables aux économies des Caraïbes en raison de l'établissement de rapports commerciaux et financiers plus étroits avec de nouveaux marchés, régions et espaces commerciaux et, d'une façon plus générale, de la recherche de nouvelles modalités de coopération internationale.

On peut raisonnablement penser que les pays des Caraïbes vont rester très vulnérables aux aléas économiques et politiques internationaux et régionaux, ce qui aura une incidence sur divers aspects du développement social tels que l'emploi, la condition féminine, la santé et l'éducation.

Dans ce contexte, les objectifs généraux de ce sous-programme, dont la réalisation relève du bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes qui fait également office de Secrétariat du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC), consistent à réaliser une analyse multidisciplinaire des principaux facteurs qui interviennent dans le développement des pays de la sous-région et à prêter une assistance aux gouvernements dans l'élaboration des politiques pertinentes et l'adoption de décisions propres à apporter une solution aux problèmes détectés.

Le programme de travail pour la période biennale 2000-2001 comprend six sphères thématiques qui comprennent la réalisation d'activités relatives à l'insertion internationale et au développement économique des Caraïbes; l'intégration et la coopération à l'échelon régional; l'application de la science et de la technologie au développement; la gestion de l'information; le développement humain et social, et le développement durable dans les Caraïbes.

Les activités prévues dans le domaine de l'insertion internationale et du développement concernent les problèmes auxquels se verront probablement confrontés les pays de la région dans le cadre de la situation économique mondiale et hémisphérique, en particulier à la suite de la création d'espaces économiques, des progrès accomplis dans la création de la Zone de libre-échange des Amériques et de l'évolution des rapports entre les Etats et territoires des Caraïbes et l'Association des Etats de la Caraïbe. Les pays de la région restent très exposés et très vulnérables aux aléas extérieurs. Les transformations subies par l'économie mondiale auront une incidence sur la production et le commerce, les finances, l'économie et le développement social de la sous-région des Caraïbes. Il importera donc de continuer à analyser les effets de ces phénomènes, y compris le thème afférent de la compétitivité des économies des pays des Caraïbes.

On poursuivra en outre l'étude du comportement et des tendances de ces économies afin d'apporter une information utile et opportune sur les observations relevées tant à l'échelon macro-économique que sectoriel; ces travaux sont également un bon point de départ pour analyser le rapport existant entre les objectifs des politiques et les résultats économiques et, ce faisant, faciliter la compréhension d'autres problèmes.

Il faudra en outre chercher la façon de concilier l'intérêt que portent les pays des Caraïbes à la création d'organisations régionales et la tendance à la mise sur pied d'associations hémisphériques de

plus grande envergure. On prévoit, dans ce domaine, la réalisation d'études pouvant servir à l'adoption de mesures propres à renforcer l'intégration des pays de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, la consolidation et l'expansion de la CARICOM, la consolidation de l'Association des Etats de la Caraïbe, et la participation plus active des territoires non autonomes des Caraïbes, ainsi que d'activités s'inscrivant dans le cadre des négociations visant à la création de la Zone de libre-échange des Amériques à l'horizon 2005. L'analyse des différents volets du processus d'intégration et des réformes de politiques pertinentes peut contribuer à apporter une solution aux problèmes inhérents à ce processus et à stimuler l'intégration des Caraïbes au reste de l'hémisphère et à l'économie mondiale. De même, l'examen de l'évolution observée dans d'autres régions, telles que les négociations visant à l'élargissement de l'Union européenne et à l'établissement d'une union monétaire, et en particulier leurs conséquences pour les Caraïbes, sera utile aux travaux menés par les fonctionnaires des pays membres responsables de la formulation de politiques dans ce domaine.

Le bureau sous-régional pour les Caraïbes se propose également de continuer à favoriser le développement de la capacité scientifique et technologique de la sous-région et d'approfondir les connaissances sur la contribution de la technologie au développement durable des pays. Ces travaux viendront renforcer les activités menées par le Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST).

La gestion et l'utilisation de l'information constituent des éléments-clés pour le développement futur des économies des Caraïbes. On continuera, en ce sens, de prêter une assistance aux pays afin qu'ils renforcent et perfectionnent les mécanismes de collecte et de traitement des données relatives au développement des pays; il conviendra également de favoriser la rationalisation des activités de collecte de l'information de la part des organismes gouvernementaux afin d'établir un maximum de coopération.

En ce qui concerne les domaines de la population et du développement, des femmes et du développement social, on se préoccupera plus particulièrement d'assurer le suivi des programmes d'action pertinents adoptés lors des conférences mondiales. Pour ce qui est du développement social, une attention particulière sera accordée à la disponibilité de données, d'information et d'analyses de base sur les problèmes sociaux les plus graves auxquels sont confrontées les sociétés des Caraïbes. On mènera également des études encourageant les pays de la région à attacher une plus grande importance, au niveau de la formulation et de l'application de leurs politiques et programmes, aux problèmes associés au développement social et à l'élimination de la pauvreté.

En ce qui concerne les femmes, on poursuivra les travaux menés dans le cadre de la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action adoptée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et des mesures seront adoptées afin qu'il soit tenu compte des facteurs de sexospécificité. On mettra notamment sur pied des bases de données ventilées par sexe afin de faciliter la planification socio-économique et la formulation de politiques dans le but d'atteindre les objectifs fixés en matière d'égalité entre les sexes au niveau de la sous-région.

On continuera d'épauler les pays dans la mise en oeuvre des recommandations du Programme d'action adopté à la Conférence internationale sur le population et le développement et la réalisation des nouveaux programmes d'assistance technique en vue du recensement prévu pour la période biennale 2000-2001 et l'analyse de ses résultats. On cherchera, dans le même temps, à renforcer la capacité des gouvernements et des organisations non gouvernementales d'inclure les questions relatives

à la population dans les programmes sociaux nationaux, en particulier les problèmes liés à l'élimination de la pauvreté.

Les travaux concernant le développement durable seront essentiellement consacrés à l'étude des problèmes que connaissent dans ce domaine les petits Etats insulaires en développement, et de l'incidence des politiques de développement sur l'utilisation et la propriété du sol. En ce qui concerne le premier aspect, on prévoit la réalisation d'études sur l'application du Programme d'action en vue du développement durable des petits Etats insulaires en développement; dans le deuxième domaine, on étudiera les politiques et les décisions susceptibles d'avoir un effet sur l'utilisation, la gestion et la propriété du sol et qui risquent de compromettre à long terme la capacité de formuler des stratégies durables de développement.

Sphère thématique 12.1: Insertion internationale et développement économique des Caraïbes

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner la gestion et la planification économique de la sous-région dans le contexte de l'évolution économique régionale, y compris dans les domaines commercial et financier.

b) Publications

i) Une étude sur le comportement économique des pays de la sous-région (une par année correspondant, respectivement, à 1999 et à l'an 2000).

ii) Un document sur différents aspects commerciaux et financiers à l'échelon mondial et leurs répercussions sur les pays des Caraïbes.

iii) Un document sur les relations commerciales et d'investissement entre les Caraïbes et le reste du monde.

iv) Deux rapports sur les indicateurs statistiques des pays des Caraïbes (un par année).

c) Matériel technique

Participation à la rédaction du Balance preliminar de la economía de América Latina y el Caribe, éditions 2000 et 2001. Notes sur l'économie des pays de la sous-région.

d) Matériel et services d'information

Publication trimestrielle d'un bulletin d'information sur le secteur extérieur intitulé The External Briefing Notes.

e) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services de coopération technique aux pays qui en font la demande en ce qui concerne le comportement de l'économie mondiale et ses répercussions pour les politiques régionales et nationales, ainsi que sur les événements économiques aux Caraïbes et leur incidence sur les politiques macro-économiques.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 12.2: Intégration et coopération à l'échelon régionala) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Une session du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) pour laquelle seront élaborés les rapports et les documents de fonds nécessaires et une réunion du Comité de surveillance du CDCC.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts afin d'analyser les questions de coopération aux fins du développement concernant les pays membres du CDCC.

c) Publications

i) Une étude visant à évaluer le degré de convergence des politiques, notamment d'ordre commercial, quant aux accords de paiement concertés par les différents groupes d'intégration.

ii) Une étude sur certains domaines commerciaux faisant l'objet de négociations dans le cadre du processus de création de la Zone de libre-échange des Amériques.

iii) Une étude sur le commerce entre les Etats membres du CDCC, et entre ces derniers et les autres pays de l'hémisphère occidental.

iv) Un rapport sur les statistiques de commerce extérieur des pays des Caraïbes comprenant une étude des courants commerciaux et d'investissement entre les Caraïbes et l'Amérique latine.

d) Matériel et services d'information

i) Publication du bulletin trimestriel Focus sur les activités du CDCC.

ii) Publication du bulletin mensuel The Associate dans lequel sont abordés certains thèmes intéressant les pays non autonomes des Caraïbes (en anglais seulement).

e) Activités opérationnellesServices consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux pays de la sous-région qui en font la demande en ce qui concerne l'évolution de l'intégration et de la coopération à l'échelon régional à l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, la CARICOM, l'Association des Etats de la Caraïbe et aux groupes de travail de la Zone de libre-échange des Amériques.

f) Activités intermédiaires

Elaboration d'études sur certains thèmes spécifiques pouvant contribuer à la consolidation des liens entre les pays membres du CDCC.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 12.3: Application de la science et de la technologie au développement des Caraïbes

a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Deux séances plénières du Conseil des Caraïbes pour la science et la technologie (CCST) et quatre réunions de son Comité exécutif.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts chargés d'examiner divers aspects du progrès technologique susceptibles de contribuer au développement de la compétitivité et à l'insertion internationale de la sous-région des Caraïbes.

c) Publications

i) Une étude sur les rapports entre la compétitivité et le développement technologique des pays des Caraïbes.

ii) Une évaluation de l'application de la science et de la technologie aux fins du développement de la communauté dans les pays des Caraïbes, comprenant l'établissement de priorités.

iii) Une étude sur le cadre juridique et réglementaire de la propriété intellectuelle et ses répercussions au niveau de l'application de la science et de la technologie au développement des pays des Caraïbes.

iv) Une étude sur les problèmes associés aux mécanismes de transfert de la technologie dans les pays des Caraïbes.

v) Une évaluation des politiques de fixation des prix des ressources énergétiques et des politiques visant à encourager l'utilisation des sources d'énergie renouvelables dans les pays des Caraïbes.

d) Matériel et services d'information

Publication du bulletin trimestriel d'information CCST Newsletter (en anglais seulement).

e) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux organismes publics et organisations non gouvernementales qui en feront la demande, en matière de développement productif et technologique et en particulier sur la compétitivité.

ii) Formation collective

- Facilitation de la formation de scientifiques et de techniciens en vue de la formulation et de la réalisation de projets.

- Séminaire sur la production de matériel visant à la diffusion de la science et de la technologie.

- Séminaire pour historiens et scientifiques spécialisés en sciences sociales et naturelles sur la collecte et la diffusion de l'information concernant l'histoire de la science et de la technologie.

On prévoit la mise en oeuvre, au cours de la période biennale, d'un projet visant à perfectionner l'utilisation des innovations technologiques dans les pays des Caraïbes.

La réalisation des activités opérationnelles et de l'activité mentionnée au paragraphe c)v) dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 12.4: Gestion de l'information aux fins du développement

a) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Une réunion d'experts afin d'évaluer l'adhésion des pays des Caraïbes aux Normes spéciales de diffusion de l'information et examiner certains aspects relatifs à la diffusion de l'information de nouvelles technologies de gestion de l'information.

b) Publications

i) Une étude sur les méthodes de collecte et de diffusion de l'information, notamment d'ordre statistique, dans les pays des Caraïbes.

- ii) Un document sur certains aspects du rapport entre l'information et la gouvernabilité.
- iii) Une étude sur l'adhésion des pays des Caraïbes aux Normes spéciales de diffusion de l'information.
- iv) Une étude visant à évaluer les effets des technologies de l'information et de la communication sur le plan de la gestion de certaines institutions publiques.
- v) Une étude sur l'application du nouveau Système de comptabilité nationale des Nations Unies dans les pays des Caraïbes.

c) Matériel technique

- i) Mise à jour de la base de données sur les statistiques et le commerce.
- ii) Préparation de résumés bibliographiques des principales publications en matière de statistique.
- iii) Mise à jour et entretien de la base de données bibliographiques du Système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale (CARISPLAN) et facilitation de l'accès en ligne aux usagers qui souhaitent la consulter.

d) Matériel et services d'information

- i) Publication du bulletin mensuel d'information Current Awareness Bulletin.
- ii) Publication du bulletin mensuel d'information Current Contents.

e) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux pays membres et aux institutions régionales qui en font la demande en ce qui concerne l'information et la création de bases de données statistiques, comprenant l'élaboration de systèmes de collecte des données et des mécanismes gouvernementaux d'information.

ii) Formation collective

Assistance en vue de l'organisation de cours de formation sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, à la demande des usagers du Centre de documentation des Caraïbes.

On prévoit la réalisation, au cours de la période biennale, d'un projet visant au développement et à l'actualisation permanente d'une base de données comprenant le texte complet de certains documents relatifs aux politiques des pays des Caraïbes, et à faciliter l'accès direct en ligne aux usagers souhaitant la consulter.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 12.5: Développement humain et social dans les Caraïbes

a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

i) Une réunion ministérielle pour analyser l'intégration de la femme au développement des Caraïbes, en vue de la Conférence régionale.

ii) Une réunion intergouvernementale pour évaluer le degré d'avance des plans d'action nationaux visant à l'élimination de la pauvreté, dans le cadre de la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

i) Réunion d'experts pour analyser les problèmes auxquels se heurtent les programmes de développement social dans les pays de la sous-région.

ii) Réunion d'experts pour étudier certains aspects liés à l'information et aux mécanismes nécessaires à la mise sur pied d'une base de données sous-régionale sur l'égalité entre les sexes.

iii) Réunion d'experts pour étudier certains aspects de la mise en oeuvre du Programme d'action adopté à la Conférence internationale sur la population et le développement.

b) Publications

i) Publication annuelle de Social Panorama of the Caribbean.

ii) Un document sur l'application du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social et son suivi dans les pays des Caraïbes.

iii) Une étude sur certains aspects du développement social présentant un intérêt pour les pays des Caraïbes.

iv) Une étude sur la qualité et l'utilisation de données ventilées par sexe dans la planification en fonction de l'identité sexuelle et les résultats obtenus dans la sous-région des Caraïbes.

v) Une étude sur la situation des femmes dans les pays de la sous-région à la fin de la décennie.

vi) Une étude sur les mesures adoptées par les gouvernements de la sous-région pour tenir compte des facteurs sexospécifiques dans tous les domaines d'activité.

vii) Une étude sur les rapports existant entre le développement durable, la pauvreté et les facteurs démographiques.

viii) Une étude sur les tendances démographiques contenant un résumé des indicateurs de population et de développement des pays des Caraïbes.

ix) Un document sur l'utilisation de l'information socio-démographique dans la formulation de politiques et de programmes comprenant un résumé de statistiques sociales et démographiques des Caraïbes.

d) Matériel technique

i) Mise à jour et développement de la base de données sur les indicateurs du développement social.

ii) Mise à jour et développement de la base de données sur les femmes et le développement dans les Caraïbes comprenant l'information relative à l'égalité entre les sexes.

iii) Entretien, mise à jour et développement de la base de données socio-démographiques de la sous-région.

e) Matériel et services d'information

Publication du bulletin trimestriel d'information Caribbean Action on Population and Development.

f) Activités opérationnelles

Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux pays membres ainsi qu'aux organisations et institutions nationales et sous-régionales qui en font la demande en matière d'évaluation et d'analyse des données censitaires, de mise au point et d'application de politiques démographiques, d'incorporation des facteurs sexospécifiques, et de promotion du développement social et de la planification sociale.

g) Activités intermédiaires

Assistance en vue de la formation d'un réseau de chercheurs dans les pays de la sous-région afin d'assurer le suivi des recherches en cours et de recueillir des données sur certains problèmes sociaux prioritaires, ainsi que l'élaboration de nouveaux indicateurs sociaux.

On prévoit la réalisation, durant la période biennale, de projets sous-régionaux dans les domaines du développement social, de la prise en compte des facteurs sexospécifiques, et de la population et du développement.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

Sphère thématique 12.6: Le développement durable dans les Caraïbes

a) Prestation de services d'appui aux réunions intergouvernementales

Réunion d'autorités gouvernementales afin de formuler un plan d'activités sous-régionales dans les Caraïbes après l'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action en vue du développement durable des petits Etats insulaires en développement, prévue pour 1999.

b) Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Réunion d'experts visant à analyser les répercussions des politiques de développement sur le développement durable.

c) Publications

i) Un document sur le plan qui sera élaboré après l'évaluation du Programme d'action en vue du développement durable des petits Etats insulaires en développement, prévue pour 1999.

ii) Un document sur les mécanismes propres à favoriser la prise en compte des indicateurs de développement durable dans le processus de planification du développement.

iii) Une étude sur l'incidence du commerce mondial sur la pauvreté et l'environnement dans certains pays des Caraïbes.

iv) Une étude sur les politiques de planification du développement et les réglementations sur l'établissement de zones visant à protéger l'accès des communautés locales aux ressources côtières.

v) Une étude sur les effets des politiques de développement touristique en termes de propriété foncière.

vi) Une étude sur l'incidence des politiques et des décisions relatives à l'utilisation du sol sur la qualité de l'environnement.

vii) Une étude visant à évaluer les effets de l'affectation de terrains publics en termes d'intégrité des bassins hydrographiques, de qualité de l'eau et des terres dans certains pays.

d) Matériel technique

Mise à jour et développement de la base de données de projets et de programmes concernant les petits Etats insulaires en développement.

e) Matériel et services d'information

i) Publication d'un bulletin trimestriel d'information sur des questions relatives à l'utilisation du sol et à la planification du développement, en vue de sa distribution en ligne et par imprimé.

ii) Publication d'un bulletin trimestriel sur le degré d'avancement des projets et des programmes concernant les petits Etats insulaires en développement, en vue de sa distribution en ligne et par imprimé.

f) Activités opérationnelles

i) Services consultatifs

Prestation de services d'assistance technique aux pays membres, aux organisations non gouvernementales et organismes intergouvernementaux qui en font la demande en ce qui concerne la formulation et la mise en oeuvre de politiques de développement durable et, en particulier, l'élaboration d'indicateurs en la matière, ainsi que pour la réalisation d'activités de suivi relatives au Programme d'action en vue du développement durable des petits Etats insulaires en développement.

ii) Formation collective

Séminaire destiné à l'analyse de la législation et des politiques relatives à l'utilisation et à la gestion des ressources naturelles, s'adressant aux responsables régionaux en matière de planification.

On prévoit la réalisation, durant la période biennale, de projets concernant la gestion de l'information en matière d'environnement et l'élaboration d'indicateurs du développement durable.

La réalisation des activités opérationnelles dépendra de la disponibilité de fonds extra-budgétaires.

## 2. Rapports interinstitutions de coopération et de liaison

Les activités de ce sous-programme seront réalisées en étroite collaboration avec le siège de la CEPALC et le bureau sous-régional de Mexico. On tiendra également des réunions périodiques de consultation et de coordination avec différents organismes et programmes des Nations Unies, ainsi qu'avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales et des Caraïbes présentes dans la sous-région.

Les activités concernant l'insertion internationale et le développement économique ainsi que l'intégration et la coopération régionales seront menées en consultant régulièrement les secrétariats de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Système économique latino-américain (SELA), le Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA) et l'Association des Etats de la Caraïbe, ainsi qu'avec les pays membres de l'Association des Etats de la Caraïbe et leurs banques centrales.

Les activités relevant de l'application de la science et de la technologie au développement seront réalisées en étroite coopération avec les secrétariats de la CARICOM et de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, ainsi qu'avec le bureau de la technologie et de l'énergie de la Banque de développement des Caraïbes. On continuera de collaborer avec l'Unesco, le PNUD, le Centre des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et, chaque fois que

nécessaire, avec d'autres institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales, en contact étroit avec les institutions nationales réalisant des activités afférentes.

Les travaux relatifs à la gestion de l'information aux fins du développement seront effectués en étroite collaboration avec les secrétariats de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales et de la CARICOM.

En matière de développement humain et social, les activités seront menées en collaboration avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées par les questions relatives à la population, la femme et le développement, en particulier les secrétariats de la CARICOM et de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, le FNUAP, l'UNIFEM, le PNUD et l'OIT.

Les activités relatives à l'environnement et au développement seront menées à bien avec la collaboration de et en coordination avec le PNUE, le PNUD et d'autres organisations des Nations Unies, et des secrétariats de la CARICOM et de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales, ainsi qu'avec la Banque de développement des Caraïbes.

### 3. Utilisateurs et utilisation prévue des produits

Les produits de ce sous-programme sont destinés au premier chef aux autorités et fonctionnaires gouvernementaux chargés des affaires économiques et sociales et de l'élaboration et l'application de politiques, de programmes et de projets dans les domaines mentionnés, ainsi que les organismes internationaux, régionaux et sous-régionaux d'intégration et de coopération. Ces produits pourraient servir à la formulation de propositions et comme éléments de référence à ce type d'utilisateurs dans leurs domaines de compétence.

Ces produits seront également utiles à d'autres institutions des secteurs public et privé, telles que les associations patronales, syndicales et professionnelles, ainsi que les universités, les centres d'enseignement, de recherche appliquée, de développement et de diffusion technologique.

Les utilisateurs seront contactés moyennant la distribution des documents et des publications, la fourniture de matériel et de services d'information, les activités de coopération technique, la réalisation de consultations et de contacts périodiques et la participation aux réunions intergouvernementales et d'experts.

## TYPES D'ACTIVITES

### 1. Réunions

#### 1.1 Organisation et prestation de services d'appui (ou techniques) aux réunions intergouvernementales

Ce point concerne les réunions de représentants d'institutions gouvernementales des pays membres organisées pour aborder un thème spécifique lié aux fonctions exercées par ces dernières. Dans la plupart des cas, la CEPALC élabore un rapport ou un document de fond sur le thème envisagé. Dans d'autres, la participation de la CEPALC se limite à l'exécution des activités spécifiées.

#### 1.2 Organisation et prestation de services d'appui aux réunions d'experts

Il s'agit de réunions de spécialistes qui ne font pas partie de la structure organique des Nations Unies chargés de prêter des services consultatifs au Secrétaire exécutif de la CEPALC dans un domaine spécifique. Pour ces réunions, la Commission élabore généralement un rapport ou un document de fond sur la question envisagée, lequel sert de base aux débats.

### 2. Documents et publications

#### 2.1 Publications périodiques

Il s'agit d'études publiées par la CEPALC selon un calendrier établi au préalable dans le Programme de publications du Secrétariat, telles que l'Estudio económico de América Latina y el Caribe et le Panorama social de América Latina.

#### 2.2 Publications non périodiques

Il s'agit d'études publiées par la CEPALC conformément au calendrier prévu dans son Programme de publications, mais d'une façon non régulière.

#### 2.3 Matériel technique

Ce matériel correspond à l'information stockée dans les bases de données, les logiciels, et autres sources, qui ne possède pas la catégorie de produit fini mais qui peut servir à son élaboration.

### 3. Matériels et services d'information

Ce matériel comprend tous les produits élaborés dans le but de divulguer les activités de la CEPALC tels que les brochures, les notes d'information et de presse, les panneaux d'expositions et autres modalités de représentation visuelle, les documentaires cinématographiques et sur cassette vidéo, le matériel de radiodiffusion, les visites guidées et les cérémonies spéciales.

### 4. Activités opérationnelles

#### 4.1 Services consultatifs

Il s'agit de la prestation de services de coopération technique aux pays membres qui en font la demande expresse.

#### 4.2 Formation collective

Ce titre correspond à l'organisation et la réalisation de séminaires et de cours de spécialisation à l'intention des pays membres.

### 5. Activités intermédiaires

Il s'agit de toutes les activités dont les résultats peuvent servir à l'élaboration de produits finis.